

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

LA DIABOLISATION MÉDIATIQUE DE LA GAUCHE



ACRIMED SUR BLAST



**VIDÉOS DISPONIBLES SUR
LES SITES DE BLAST ET D'ACRIMED,
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE**



En mars 2023, dans son éditorial du *Point*, Franz-Olivier Giesbert se disait consterné : les journalistes «*sont tous ou presque d'extrême gauche*». Michel Onfray posait le même diagnostic un mois plus tôt : «*En France, une grande majorité de la presse est assez mélenchonienne ou mélenchoniste*». (i24News, 26 févr. 2023) Le leitmotiv fait les choux gras de la presse réactionnaire. Au moment des élections législatives de 2022, déjà, Jean-François Kahn voyait en Jean-Luc Mélenchon le «*nouveau choucou des médias*» (*Le Point*, 12 mai 2022), tandis que Pascal Praud dénonçait la «*douceur de l'espace médiatique*» à son égard (CNews, 5 mai 2022). Près de trois ans plus tard, la star des médias Bollore fait du surplace : «*Jean-Luc Mélenchon bénéficie d'une immunité médiatique sidérante*», déclarait-il le 2 mai à l'antenne de CNews, clairvoyant au point d'entrevoir «*une ligne éditoriale d'extrême gauche*»... au *Monde* (CNews, 10 mars).

Alors, les médias «*sous emprise de La France insoumise*», comme le déplore Éric Naulleau (CNews, 27 sept. 2023) ? Las, le tableau d'une (longue) décennie d'outrances (p. 7) et de Unes à charge (p. 10) suffit à mesurer l'hostilité de la grande presse à l'endroit d'un courant politique qui, dès sa naissance, assumait des orientations de rupture avec les dogmes néolibéraux et les politiques (de droite) entreprises par la «gauche de gouvernement». Sans équivalent, la disqualification de La France insoumise s'est renforcée au fil de ses succès électoraux, et à mesure que le mouvement assumait un positionnement à contre-courant du prêt-à-penser dominant, critique des entraves aux libertés publiques, des «évidences» sécuritaires, de l'islamophobie ambiante (p. 25) et, depuis deux ans, en soutien du peuple palestinien.

La «success-story» du livre *La Meute*, signé par deux journalistes du *Monde* et de *Libération*, fait l'effet de point culminant (p. 9). Elle succède aux cabales de

l'éditocratie qui, depuis le 7 octobre 2023, se déchaîne sans relâche contre LFI et, plus singulièrement, contre l'eurodéputée Rima Hassan (p. 18), devenus l'ennemi à abattre comme le fut en son temps Jeremy Corbyn, l'ancien chef du parti travailliste britannique (p. 40).

Pendant ce temps, la question palestinienne n'en finit plus d'illustrer la faillite des médias dominants. En pleine guerre génocidaire, un éditorialiste d'i24News dispose d'un rond de serviette sur France Info (p. 20), tandis que la plupart des rédactions continuent d'accorder un crédit inconsidéré – et une surface éditoriale illimitée – à la propagande des autorités civiles et militaires israéliennes (p. 30), au point que le célèbre matinalier de France Culture ne sache plus la distinguer des faits, symptôme s'il en est du triomphe de la «post-vérité» (p. 24).

Au sein d'un champ journalistique favorisant structurellement la droitisation du débat public, ces épisodes successifs, agissant tels des thermomètres, témoignent de la radicalisation des chefferies médiatiques et des sphères de pouvoir en France. En 1993, Pierre Bourdieu décrivait déjà les grands médias comme étant «*au service objectif de la révolution conservatrice*». Depuis, ce processus n'a fait que se durcir. Terrain de jeu d'un «cercle de la raison» toujours aussi puissant (p. 39) et d'une extrême droite gagnant en influence, les grands médias campent leur rôle de gardiens de l'ordre néolibéral et sapent les conditions d'expression et d'existence de la gauche, reléguant ses préoccupations (sociales, écologiques, antiracistes) dans les marges (p. 2). «*Nos seuls adversaires, c'est la gauche mélenchonisée [...]. C'est à eux que nous devons réserver nos coups, c'est eux qu'il nous faudra désormais combattre*», déclarait le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau après son élection à la tête des Républicains (18 mai). Voilà bien un mot d'ordre que ne renierait aucun tenant des grands médias... ■

ours

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

Maison des associations
6 cours des Alliés
35000 Rennes

Directeur de la publication

Mathias Raymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engageant collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Célia Ch, Maxime Friot, Blaise Magnin, Olivier Moreau, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Raymond, Thibault Roques, Jérémie Younes

Une

Tommy Dessine

Dessins

Colloghan, Tommy Dessine

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

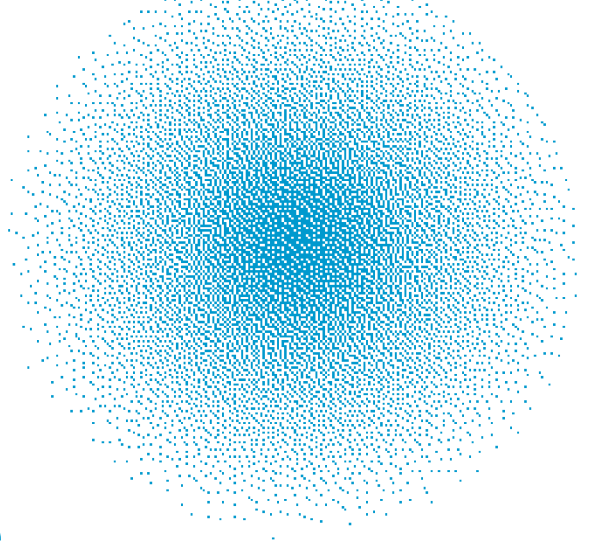
Audimat 3000, Bely, Giorgio

Achevé d'imprimer en 07/2025 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur : 2506.0646
Imprimé en France

Dépôt légal : juillet 2025
Commission paritaire : 1228 G 91177
ISSN : 2256-8271



IMPRIMERIE



LES MÉDIAS CONTRE LA GAUCHE

Paru initialement en 2023, notre livre *Les médias contre la gauche* (Agone) vient de sortir dans une nouvelle édition. Nous en publions l'introduction.

Il y a quarante ans, en mars 1983, François Mitterrand, premier président de gauche de la V^e République, élu en 1981 sur un programme de rupture avec le capitalisme, amorce un « tournant de la rigueur » et renonce de ce fait à poursuivre la politique pour laquelle il a été élu¹. Il n'y aura pas de retour en arrière. Au cours des années et des décennies suivantes, les médias qui s'opposaient au pouvoir gaulliste puis giscardien et avaient soutenu le candidat socialiste s'abstiennent d'interroger trop ouvertement – et *a fortiori* de critiquer – ce fait politique majeur. Au nom du réalisme, du sérieux et de la culture de gouvernement, ils l'accompagnent même avec zèle.

En 1984, *Libération*, qui est pourtant alors emblématique de la gauche post-soixante-huitarde (quotidien fondé en 1973 autour de Jean-Paul Sartre), donne un compte rendu enthousiaste d'une émission spéciale réalisée par la

chaîne de service public Antenne 2, « Vive la crise ! », qui chante les louanges de l'austérité, les vertus du marché et l'obsolescence de l'État-providence². Au cours des années 1980, *Le Nouvel Observateur*, hebdomadaire de la gauche intellectuelle et culturelle qui s'était engagé en faveur de François Mitterrand,

devient l'organe de propagande de la faction du Parti socialiste la plus anticommuniste et la plus droitnière, acquise à l'économie de marché la plus débridée; il s'accommode évidemment fort bien des reniements gouvernementaux, quand il ne les appelle pas de ses vœux. *Le Monde*, qui tient à son statut de quotidien « de référence » et à sa ligne de centre gauche, s'aligne sans scrupules sur la nouvelle doxa économique et politique. Les médias se ferment à l'économie hétérodoxe (marxiste et même keynésienne) comme à la critique sociale. Partout, le néolibéralisme est hégémonique³.

Pauline Perrenot

**LES MÉDIAS
CONTRE
LA GAUCHE**



**ELEM
ENTS**

Bien que connaissant une embellie à partir de la fin des années 1990, les organisations de gauche fidèles à l'histoire du mouvement ouvrier, qu'elles soient partisans, syndicales, intellectuelles ou associatives, sont marginalisées et disqualifiées. Les mobilisations parfois massives contre les réformes libérales (de la sécurité sociale, des retraites, du droit du travail, de la SNCF, etc.) provoquent systématiquement une contre-mobilisation médiatique et subissent les quolibets, le mépris et la vindicte de l'éditocratie⁴. Dans la foulée des « intellectuels contre la gauche »⁵, retournement qui a marqué les années 1970, les médias ne cessent d'entonner leur crédo : la gauche sera « moderne » et « modernisatrice »... ou ne sera pas !

Ces quarante années de néolibéralisme portent aussi dans leur sillage une crise sociale et une crise politique qui ont nourri une progression constante des idées et des scores électoraux de l'extrême droite. Au cours des années 1980 et 1990, si Jean-Marie Le Pen est en partie décrié dans les médias dominants, des titres comme *Le Figaro* et dans une moindre mesure *Le Point*, mais aussi TF1 – qui domine alors outrageusement le paysage audiovisuel –, portent régulièrement les thématiques et les problématiques qui font écho aux thèses du Front national : l'immigration, l'islam et l'insécurité. En 2002, c'est d'ailleurs à l'issue d'une campagne où ce dernier thème aura occupé une place totalement disproportionnée dans les médias que Jean-Marie Le Pen accède au second tour de l'élection présidentielle. Au cours de la décennie suivante, la stratégie politique de Nicolas Sarkozy – qui braconne ouvertement sur les terres du FN tout en saturant un espace médiatique fasciné par le personnage – puis l'ascension politique de Marine Le Pen accélèrent la banalisation de son parti.

Dans cette configuration du débat public, la gauche de gauche est doublement perdante. D'une part, la question sociale, qu'il s'agisse des retraites, des salaires, du logement ou des services publics, est reléguée dans les tréfonds des débats – quand elle n'est pas préemptée par Marine Le Pen sans que les vedettes du journalisme politique y trouvent à redire. D'autre part, dès lors qu'un ou plusieurs des termes du triptyque immigration–islam–insécurité occupent l'agenda médiatique, c'est à travers le cadrage et les

grilles de lecture de la droite qu'ils sont discutés, d'autant plus que le PS, en pleine « mue sécuritaire », n'en finit pas de durcir son discours. Au cours des années 2010, et plus encore à partir de 2015, à la suite de la série d'attentats qui ont endeuillé le pays, on assiste à une légitimation graduelle de mots d'ordre sécuritaires, autoritaires, nationalistes et identitaires. Ces thématiques s'imposent dans une presse magazine en perte de vitesse, et surtout dans le secteur audiovisuel où la concurrence est exacerbée, notamment depuis que coexistent quatre chaînes d'information (bas de gamme) en continu. Une partie du traitement médiatique de ces thèmes repose sur une mise en accusation de la gauche, systématiquement suspectée d'ingénuité et de laxisme, de déni et de complaisance. Prisonnière d'un débat mutilé, dont les termes ne sont pas les siens, où le pluralisme

n'existe pas, la gauche ne parvient plus à imposer sa manière d'aborder ces sujets ; les désaccords qui la traversent, les analyses qu'elle propose, les réponses alternatives qu'elle apporte deviennent médiatiquement inaudibles.

Le système médiatique paraît donc, à peu près partout et tout le temps, ouvertement hostile à la gauche – et dans le même temps très affable avec les politiques et intellectuels qui ont capitulé

devant le monde tel qu'il va. Sondages et doctes analyses politologiques à l'appui, les éditocrates diront qu'ils ne font que refléter l'état du débat public, rendre compte des attentes de l'opinion, des évolutions des rapports de force et des positionnements des formations politiques. Qu'en aucun cas ils n'exercent quelque influence que ce soit. Les éditocrates aiment se dépeindre comme de simples et humbles serviteurs de la démocratie et du débat public – qu'ils contribuent, de fait, à organiser. L'information qu'ils produisent, la présentation qu'ils font des enjeux et des rapports de force politiques ne seraient que les reflets d'une réalité qui s'imposerait à eux. Ils ne seraient que des miroirs du réel dont ils tenteraient de rendre compte en toute indépendance et en toute objectivité.

Pourtant, les médias ne sont pas indépendants ni autonomes. Au contraire, ils sont les faire-valoir et les relais d'influence de leurs propriétaires. Et s'ils ne sont pas directement dépendants de ce pouvoir capitaliste, qui ne se manifeste frontalement que rarement, la plupart des grands médias et des producteurs

Les médias jouent un rôle actif dans l'histoire sans fin de la droitisation du débat public depuis quarante ans.

1. Serge Halimi, *Quand la gauche essayait. Les leçons du pouvoir (1924, 1935, 1944, 1981)*, Agone, 2018.

2. Pierre Rimbert, « Il y a quinze ans, "Vive la crise !" », *Le Monde diplomatique*, février 1999.

3. Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Agone, 2012.

4. Serge Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Raisons d'agir, 2022.

5. Michael Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Agone, 2014.

d'information (pris collectivement) se trouvent dans des situations d'interdépendance étroite à l'égard des pouvoirs politique et économique, vis-à-vis desquels ils ne sont donc pas en position de jouer leur rôle de contre-pouvoir. Par ailleurs, ils ne peuvent prétendre à une quelconque objectivité, dirigés et contrôlés qu'ils sont par des chefferies éditoriales sociologiquement solidaires des intérêts et des points de vue des classes dirigeantes.

Certes, les médias ne décident pas de l'actualité. En revanche, ils choisissent de porter leur regard ici plutôt que là, hiérarchisent les informations qui leur parviennent, distinguent celles qu'ils estiment devoir être traitées comme telles de celles qui doivent être considérées comme des « non-événements », sélectionnent celles dignes d'être « montées en une » et relèguent celles qui ne méritent que des « brèves ». Les médias ne fixent pas l'agenda politique. Ils se contentent de suivre servilement celui des institutions, des partis dominants, des multinationales, etc. Les médias ne fixent pas les termes du débat public. Mais ils savent ignorer ou, quand ils ne le peuvent pas, disqualifier ceux qui leur déplaisent, et au contraire porter voire imposer ceux qui leur conviennent; ils savent également choisir à dessein les questions soumises aux sondés, sélectionner les « petites phrases » et entretenir les polémiques. Les médias ne sélectionnent pas les représentants politiques. Mais ils décident de faciliter ou non leur expression, de leur présenter ou non des signes de déférence, de prêter ou non du crédit à leurs propos, tout comme ils savent favoriser les « bons clients » et ignorer les plus rétifs ou les moins à l'aise. Les médias ne font évidemment pas les élections. Mais ils pèsent sur l'ensemble du processus électoral⁶.

Pour toutes ces raisons, les médias jouent un rôle actif dans l'histoire sans fin de la droitisation du débat public depuis quarante ans. Et comme nous le montrerons tout au long de cet ouvrage, ce processus s'est encore accéléré au cours des dix dernières années, en même temps que se dégradaient les conditions

d'expression et d'existence médiatique de la gauche, dans toutes ses composantes.

En 2017, la candidature à l'élection présidentielle d'Emmanuel Macron, qui promettait d'achever la normalisation libérale de la France, fait l'objet d'une hypermédiation et déclenche des vagues d'enthousiasme incontrôlé dans nombre de rédactions, du *Monde* à la presse quotidienne régionale, en passant par France Télévisions, *L'Obs*, *L'Express* et BFM-TV. Une fois Emmanuel Macron élu, le journalisme politique donne toute sa mesure: personnalisation outrancière du président, focalisation sur sa communication, service après-vente décomplexé des réformes engagées comme de toutes ses initiatives, fascination pour les jeux politiques agitant le pouvoir en place, etc. Un véritable journalisme de cour, qui montrera à nouveau tout son savoir-faire lors de la campagne présidentielle 2022.

Au cours de ce premier quinquennat, dont l'un des objectifs déclarés était pourtant de lutter contre le Front national, l'assise électorale du parti de Marine Le Pen a encore progressé, tout comme l'enracinement médiatique de l'extrême droite, avec, notamment, la circulation d'un commentariat ultra réactionnaire aux quatre coins du paysage de l'information et le développement par Vincent Bolloré de son empire médiatique.

Le journalisme politique installe dès 2017 le « duel Macron-Le Pen » à la une pour en faire le centre de gravité de la vie politique, au détriment notamment de Jean-Luc Mélenchon, qui avait obtenu près de 20 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Pendant cinq ans se succèdent les chasses politico-médiatiques aux ennemis de la République – dont la gauche fait les frais –, et l'agenda médiatique est régulièrement polarisé par les obsessions de l'extrême droite. Une longue banalisation qui culmine en 2022 avec le traitement médiatique triomphal réservé aux candidatures d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen à l'élection présidentielle.

Toutes les composantes de la gauche ont été à un moment ou à un autre la cible de cabales médiatiques.

Lorsque le débat public porte sur des questions socio-économiques, on pourrait penser que la gauche est *a priori* sur un terrain qui lui est plus favorable. C'est loin d'être le cas tant prévaut dans les médias dominants ce qu'il faut bien appeler un «journalisme de classe». Le journalisme économique stricto sensu ne tolère pas le moindre écart au prêt-à-penser libéral. Il est la chasse gardée d'une poignée de spécialistes dont les erreurs d'analyse, les partis pris et les conflits d'intérêts sont proverbiaux mais qui continuent de clamer leur détestation de l'intervention publique et de l'État social, comme leur croyance en l'efficacité de marchés omnipotents. Au-delà des seules rubriques économiques, le pluralisme est aussi en berne: les médias multiplient les partenariats avec le patronat au prétexte d'œuvrer pour l'emploi, les dirigeants de multinationales sont traités avec une considération inversement proportionnelle au mépris qui accueille les revendications des salariés comme leurs mobilisations pour protéger les acquis sociaux. Quant aux préoccupations et aux modes de vie des classes populaires, ils sont littéralement absents des grands médias, qui n'ont d'yeux que pour les classes supérieures, seules à même d'attirer les annonceurs.

Si cette éclipse de l'enquête sociale n'est pas nouvelle, à l'inverse il est une forme de journalisme qui a proliféré pendant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron: le journalisme de préfecture. La couverture de la mobilisation contre la loi Travail en 2016 avait marqué une étape décisive dans l'accompagnement médiatique du durcissement répressif et autoritaire de l'État. Avec le mouvement des Gilets jaunes, cette tendance s'est encore accentuée. Les violences policières massives subies par les manifestants ont mis des mois à percer le mur d'indifférence médiatique, alors que les rédactions relayaient en boucle les images des affrontements tout en saluant et en documentant avec délectation la militarisation du maintien de l'ordre. Depuis, qu'il s'agisse de couvrir la moindre manifestation d'ampleur nationale, une nuit de révolte dans un quartier populaire, un fait divers crapoteux ou l'installation d'une zone à défendre (ZAD), la plupart des médias dominants ont recours au prisme sécuritaire du maintien de

l'ordre. Les points de vue qui contredisent la communication des institutions répressives sont le plus souvent ignorés et, quand les nombreuses organisations de gauche mobilisées sur ces questions trouvent à s'exprimer, leurs explications ou leurs propositions sont dénigrées. Les moyens d'action politique (happenings, blocages, grèves, etc.) ne sont plus considérés que comme des perturbations de l'ordre... qu'il faut rétablir urgemment.

Tout au long de ce quinquennat, toutes les composantes de la gauche ont été à un moment ou à un autre la cible de cabales médiatiques. Comme à l'accoutumée, à l'occasion de chaque mouvement social, les syndicats furent vilipendés, leurs responsables morigénés en direct sur toutes les antennes. Régulièrement, les organisations écologistes qui réclament des mesures vigoureuses pour lutter contre le réchauffement climatique et le désastre environnemental sont tournées en ridicule et caricaturées en «khmers verts» par les plus grandes vedettes du journalisme. À plusieurs reprises, les mêmes ont entrepris de traquer d'introuvables «islamo-gauchistes» ou leurs succédanés «wokistes» et «décoloniaux» qui gangrèneraient La France insoumise ou, pire, l'Université. Jusqu'au feu d'artifice final contre la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) lors des élections législatives de juin 2022. Dans la plupart des médias se déchaîna une campagne d'une violence inouïe contre l'accord et chacun de ses protagonistes. Il ne s'agissait alors plus d'information mais bien d'une mobilisation de toute l'éditocratie, unanime contre une alliance et un programme remettant en cause la soumission de la gauche à un certain nombre de dogmes libéraux et n'entendant pas céder au cours autoritaire de la vie politique. Une union clairement campée à gauche, dont l'existence même et le relatif succès dans les urnes constituent un camouflet pour les médias dominants.

Deux ans plus tard, la guerre médiatique contre la coalition du Nouveau Front populaire, constituée en vue des élections législatives après la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron en juin 2024, a pris des allures de *bis repetita*⁷. Feuilletonnant les «batailles pour Matignon»

6. Mathias Reymond et Grégory Rzepski, *Tous les médias sont-ils de droite?*, Acrimed & Syllepse, 2008.

7. Mathias Reymond, «Les médias en guerre contre le Nouveau front populaire», Acrimed, 5 juillet 2024.

jusqu'à plus soif, les médias dominants ont réussi à faire oublier la victoire de la gauche aux élections, normalisant le coup de force antidémocratique du camp présidentiel⁸. La France insoumise est demeurée, à cette période, leur cible privilégiée⁹.

Dans la roue du pouvoir politique et de très nombreux partis d'opposition, gauche comprise, les grands médias sont même parvenus à accoler au mouvement dirigé par Jean-Luc Mélenchon le stigmate de « parti antisémite » depuis le 7 octobre 2023. Dès le lendemain des massacres commis par le Hamas, le journalisme dominant a épousé le récit du gouvernement d'extrême droite israélien et a étouffé l'ensemble des voix et des mouvements de solidarité avec le peuple palestinien. S'est ainsi enclenchée la plus vaste et la plus violente campagne de diabolisation que la sphère politico-médiatique ait entreprise à l'endroit de mouvements sociaux et politiques contestataires au cours des dernières décennies¹⁰.

À la manière d'un redoutable accélérateur, la question palestinienne a cristallisé un processus à l'œuvre depuis plus de dix ans dans les champs politique et journalistique, consistant à vilipender la gauche dite « extrême », tout en promouvant l'extrême droite... et ses visions du monde. Gardiennes autoproclamées du « cercle de la raison », les chefferies éditoriales se radicalisent et s'alignent toujours plus ouvertement sur le pôle réactionnaire de la vie publique, avec lequel elles communient dans une fuite en avant autoritaire et islamophobe.

Opérant précisément à la manière d'un trait d'union, la mouvance d'extrême centre gravitant autour du Printemps républicain occupe de nouveau un rôle majeur dans la conjoncture. L'influence dont jouit ce petit nombre d'éditorialistes, essayistes et polémistes au sein du champ journalistique – et des sphères de pouvoir, plus généralement – est d'autant plus importante qu'ils disposent d'un organe de presse à leur image et fait par eux, *Franc-Tireur*, largement légitimé, repris et

cité par les grands médias en dépit, ou plus précisément en raison de sa nature indigente : un condensé d'éditorialisation et une synthèse du prêt-à-penser dominant. Sous la coupe du groupe Czech Media Invest – propriété du milliardaire Daniel Kretinsky et dont la présidence est assurée par l'illustre Denis Olivennes –, l'hebdomadaire devrait même bénéficier d'une « déclinaison » sur la TNT en 2025. Tandis que l'empire Bolloré continue de doper la droitisation et le confusionnisme ambiants, le pluralisme n'en finit plus de s'étioler... Dans un tel contexte, c'est la possibilité même de l'existence de la gauche dans le débat public – c'est-à-dire une apparition qui ne soit pas préalablement entachée de discrédit voire de diffamation systématique – qui est tout simplement en jeu.

Deux ans ont passé... et ce sont bien l'ensemble des dynamiques décrites dans ces pages qui ont redoublé d'intensité. Mobilisation de l'éditocratie contre les opposants à la réforme des retraites début 2023¹¹; rappels à l'ordre et triomphe des injonctions sécuritaires au moment des révoltes des quartiers populaires en juin 2023¹²; accompagnement de la répression lors des manifestations écologistes, notamment à Sainte-Soline¹³; surexposition outrancière de Jordan Bardella, la tête de liste du Rassemblement national aux élections européennes¹⁴; relégation du journalisme social face à la suprématie des actionnaires du CAC40, qui accaparent les bénéfices de la politique économique d'Emmanuel Macron à mesure qu'ils licencient massivement partout en France¹⁵...

On ne compte plus les symptômes de la débâcle du « quatrième pouvoir », dévoyant les missions d'information et de pluralisme qui, en théorie, le consacrent historiquement comme un pilier de la démocratie. Nous ne tirons aucune satisfaction à voir les diagnostics ici posés demeurer d'une brûlante actualité. Plutôt la conviction que le combat pour une réappropriation démocratique des médias est, aujourd'hui encore davantage qu'hier, une nécessité politique de premier plan. ■

Le combat pour une réappropriation démocratique des médias est, aujourd'hui encore davantage qu'hier, une nécessité politique de premier plan.

Extrait de Pauline Perrenot, *Les médias contre la gauche*, Agone, 2025, p. 7-19. Disponible en librairie, sur le site d'Acrimed ou à commander en utilisant le bulletin p. 48.

8. Jérémie Moualek, « La "bataille pour Matignon" : comment les médias ont fait oublier l'élection », *Acrimed*, 15 octobre 2024.

9. Pauline Perrenot, « Le "chaos" de l'alliance brun-rouge : face à la censure, l'éditocratie en roue libre », *Acrimed*, 6 décembre 2024.

10. « Israël-Palestine, le naufrage du débat public », *Médiacritiques*, n°49, janvier-mars 2024; « Maccarthysme médiatique », *Médiacritiques*, n°51, juillet-septembre 2024 et « Médias et Palestine », *Médiacritiques* n°53, hiver 2025.

11. « Retraites : l'éditocratie avec Macron », *Médiacritiques*, n°46, avril-juin 2023.

12. Mathias Reymond, « Mort de Nahel : de l'appel au calme au rappel à l'ordre », *Acrimed*, 12 juillet 2023 et Pauline Perrenot, « Nahel et révoltes urbaines : promenade à travers la PQR », *Acrimed*, 17 juillet 2023.

13. *Acrimed*, « Sur BFM-TV, la police fait l'information », dans *Avoir vingt ans à Sainte-Soline*, sous la direction du Collectif du Lorient, La Dispute, 2024.

14. *Acrimed*, « Ascension de l'extrême droite : les médias complices et coupables », *Blast*, 25 juin 2024.

15. *Acrimed*, « Journalisme économique : 40 ans de propagande au service du capital », *Blast*, 3 novembre 2024.

HARO SUR MÉLENCHON

UNE LONGUE DÉCENNIE DE HAINE MÉDIATIQUE (2012-2024)

**« Culte et nostalgie
de la censure. »**

Bruno Donnet,
Canal+, 9 févr. 2012

**« Verbe haut et idées
courtes, mi-tribun,
mi-guignol. »**

Christophe Barbier,
L'Express, 14 mars 2012

**« Le programme est un
tissu de conneries. [...] C'est bien simple : on est
chez les comiques. »**

Éric Le Boucher,
Slate, 18 mars 2012

**« Il est habité par une
sorte de haine. »**

Ivan Rioufol,
iTélé, 5 avr. 2012

**« Terrible tribun
robespierriste. »**

Pierre Assouline,
Le Monde des Livres, 6 avr. 2012

**« On dirait du Le Pen
dans le texte ! »**

François Lenglet,
France 2, 26 mai 2016

**« Jean-Luc Mélenchon
défend un projet insensé
que peu de gens ont
apparemment lu. »**

Dominique Seux,
Les Échos, 11 avr. 2017

**« Il est assez navrant
de constater qu'un
homme au programme
aussi grossièrement
démagogique puisse
s'attirer autant de
sympathie. »**

Paul-Henri du Limbert,
Le Figaro, 12 avr. 2017

**« Mélenchon : le délirant
projet du Chavez français. »**

Le Figaro,
12 avr. 2017

**« Le Pen, Mélenchon :
un même danger
pour l'Europe. »**

Cécile Ducourtieux,
Le Monde, 13 avr. 2017

**« Il révèle ainsi la nature
antidémocratique de son
projet. [...] Blessé dans
son orgueil, submergé
par sa noire colère et
happé par ses démons. »**

Sylvain Courage,
L'Obs, 26 avr. 2017

**« Il nous a prouvé qu'il
n'était ni démocrate,
ni républicain. [...] On
s'aperçoit que c'est un petit
dictateur de carton-pâte. »**

Yann Moix,
France 2, 29 avr. 2017

**« Un ennemi de la
démocratie. »**

Pierre Benichou,
France 2, 29 avr. 17

« Vote inutile. »

Laurent Joffrin,
L'Obs, 18 mars 2022

**« Jean-Luc Mélenchon
incarne à merveille le
Polichinelle hâbleur
d'une gauche désorbitée,
entraînée vers les
abîmes d'une tragique
bouffonnerie. »**

L'Est Républicain,
28 avr. 2022

« La folie Mélenchon. »

Les Échos,
2 mai 2022

**« Le mélenchonisme n'est
ni l'avenir ni la justice,
c'est une construction
qui repose sur un homme
et sur les branches
pourries du mouvement
social. Épargnons-nous
ce retour en arrière. »**

Jacques Julliard,
Marianne, 4 mai 2022

**« La France insoumise
est le parti qui porte
l'islamisme aujourd'hui. »**

Thibault de Montbrial,
CNews, 4 mai 2022

« Jean-Luc Mélenchon est [...] l'exemple consternant d'un républicain, d'un laïque devenu par démagogie et électoralisme le sixième pilier de l'islam, ou plutôt de l'islamisme en France. »

Jacques Julliard,
Marianne, 4 mai 2022

« La haine est en marche et rien ne semble pouvoir l'arrêter »

Franz-Olivier Giesbert,
Le Point, 5 mai 2022

« Comme un interrupteur, il ne possède que deux positions : allumé ou disjoncté. »

Paris Match,
5 mai 2022

« Une secte. »

Philippe Val,
Europe 1, 6 mai 2022

« Ça serait la faillite si c'était appliqué ! »

Jean-François Kahn,
LCI, 6 mai 2022

« Radicalité monstrueuse. »

Alain Finkielkraut,
Europe 1, 10 mai 2022

« Jean-Luc Mélenchon est devenu un symbole de l'anti-République, une lente dérive hors du champ républicain et hors du champ de la laïcité. »

Éric Naulleau,
Sud Radio, 15 mai 2022

« Gourou. »

Brice Couturier,
Public Sénat, 24 sept. 2022

« Il est arrivé, dans la foulée des dernières élections, je sais pas, une cohorte de crétins, qui ne savent rien, que crier, que hurler, c'est terrible. »

Jean-François Kahn,
LCI, 12 févr. 2023

« LFI ou La formation infréquentable. »

Le Point,
9 oct. 2023

« On est dans quelque chose qui, si ce n'est du crypto-fascisme, est quasiment du néonazisme, mais à l'extrême gauche. »

Yann Moix, C8,
10 oct. 2023

« LFI est la branche politique du Hamas. »

Joseph Macé-Scaron,
CNews, 13 oct. 2023.

« Monsieur Mélenchon est devenu le porte-parole du Hamas à Paris. »

Gilles-William Goldnadel,
Le Figaro, 23 oct. 2023

« Éructations antisémites d'un bouffon à la retraite. »

Raphaël Enthoven,
X, 4 déc. 2023

« L'imam Jean-Luc Mélenchon. »

Stéphane Manigold,
RMC, 6 déc. 2023

« Il faut un cordon sanitaire autour de La France insoumise, qui est devenue au fil des années un parti profondément antisémite. »

Françoise Laborde,
CNews, 10 juin 2024.

« LFI a fait une campagne aux relents antisémites assumés, alignés sur les positions de l'islam politique. »

Géraldine Woessner,
LCI, 11 juin 2024

« Ce n'est pas un front populaire, c'est un front antisémite. »

Michel Onfray,
CNews, 15 juin 2024

« Une formation ouvertement antisémite prônant la violence civile. »

Jean-René Van der Plaetsen,
Figaro Magazine, 15 juin 2024

« Le programme économique du Nouveau Front populaire est complètement fou. La politique d'interventionnisme, d'illibéralisme, de dépense publique est beaucoup plus débridée du côté du NFP que du côté du RN. »

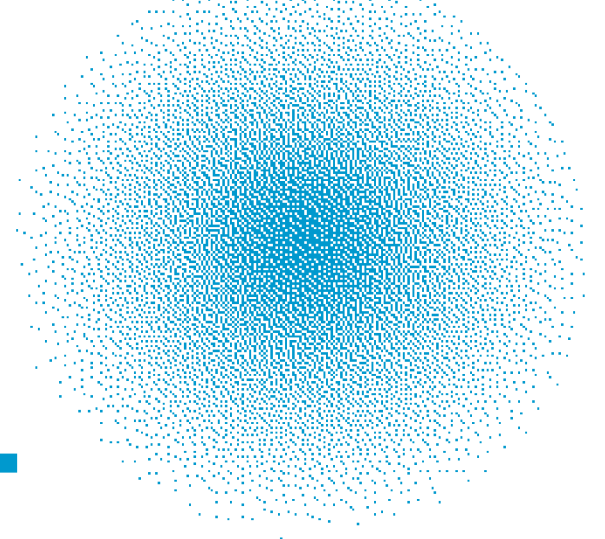
Nicolas Bouzou,
LCI, 20 juin 2024

« On peut être de gauche, antisémite et cool : ça s'appelle LFI. »

Richard Malka,
RTL, 24 juin 2024

« Nos ennemis œuvrent désormais au grand jour, jusque dans l'hémicycle de l'Assemblée »

Franz-Olivier Giesbert,
Le Point, 9 oct. 2024



ACHARNEMENT MÉDIATIQUE CONTRE LFI

Une existence publique intolérable.

Acteurs centraux de la normalisation de l'extrême droite depuis plusieurs décennies, les médias dominants mènent parallèlement campagne contre la gauche sociale et politique qui assume des orientations de rupture avec les politiques de violence sociale, les entraves aux libertés publiques, les « évidences » sécuritaires, l'islamophobie ambiante et prend position contre le génocide en Palestine. Autant de lignes politiques inacceptables aux yeux de l'éditocratie, et qui valent aux organisations partisans, syndicales et associatives qui les portent d'être disqualifiées comme représentant une gauche « irréaliste », « déraisonnable », « radicale », « extrême », « antirépublicaine » et désormais « antisémite ». Les cabales médiatiques massives et continues contre LFI démontrent que les conditions d'expression et d'existence de cette gauche dans le débat public sont plus entravées que jamais.

Loin d'être exhaustif – par souci de lisibilité, nous n'avons par exemple pas inclus les couvertures

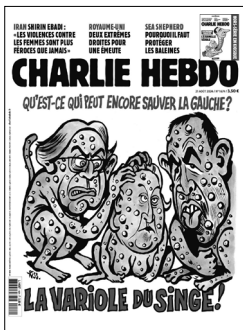
de puissants quotidiens tels que *Le Figaro*, *Les Échos* ou *Le Monde* – le paysage de Unes ci-après donne néanmoins un aperçu du climat ambiant : près de 90 % d'entre elles sont parues post janvier 2022, et

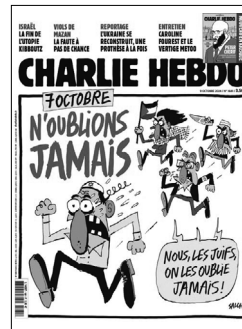
même post octobre 2023 pour plus de la moitié (55 %). Il faut en outre se représenter la force de frappe déculplée du paysage audiovisuel, déclinant jour après jour les mêmes mots d'ordre, sur tous les tons et jusqu'à l'acharnement, notamment dans le cas de l'eurodéputée Rima Hassan et de Jean-Luc Mélenchon, ciblé depuis le début des années 2010. Ainsi la principale force de gauche partisane en France est-elle unanimement stigmatisée par les médias

dominants – et une partie des indépendants –, comme ne l'est aucun autre parti dans le champ politique... et de (très) loin. Si LFI ne saurait être au-dessus de toute critique, qui peut prétendre qu'il n'en va pas là d'un dysfonctionnement démocratique de premier plan ?

**“Les Insoumis
sont des
spécialistes
de l'enfumage et
du maquillage de
l'antisémitisme.”**

Étienne Gernelle







Dernier épisode en date: la vaste promotion du livre *La Meute* signé Charlotte Belaïch (*Libération*) et Olivier Pérou (*Le Monde*), instantanément converti en «macro-événement» médiatique par la grâce d'une heureuse distinction parmi le millier d'essais qui paraissent chaque année. L'effet de masse a amplifié la nuisance du journalisme politique: en l'absence de tout discernement, de tout sens des hiérarchies et parfois, de toute déontologie, les critiques légitimes s'enlisent sous les règlements de compte, les anecdotes insignifiantes, les «on dit», les partis pris et les calomnies. Comment prendre au sérieux des plateaux qui, dissertant joyeusement de ce livre, donnent par exemple à entendre sans la moindre contradiction que «les *Insoumis* sont des spécialistes de l'enfumage et du maquillage de l'antisémitisme» (Étienne Gernelle, BFM-TV, 6 mai), que LFI est «une secte dont Jean-Luc Mélenchon est le gourou» (Alba Ventura, TF1, 6 mai), que «même le Front national, même le Rassemblement national sont plus démocratiques que ne l'est La France insoumise»... puis que «Jean-Luc Mélenchon a contribué à diaboliser le Rassemblement national» (Jean-Michel Apathie, «Quotidien», TMC, 6 mai)?

1. La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

2. L'animatrice Apolline de Malherbe se désolidarise de ces propos quelques heures plus tard sur X et à l'antenne le lendemain. Quant à la SDJ de BFM-TV, elle éditera trois lignes de condamnation sur le même réseau social. Jean-Luc Mélenchon a quant à lui annoncé porter plainte pour injure publique.

3. Lire «Un tweet de Mélenchon et un concert d'indignations médiatiques», *Acrimed*, 12 déc. 2023.

Il est également pour le moins grotesque de lire la co-auteurice de *La Meute*, Charlotte Belaïch, déclarer dans *Marianne* (6 mai) que «LFI est un mouvement dans lequel on parle assez peu de politique», avant de qualifier de vulgaires «répétiteurs» l'ensemble de ses militants et sympathisants – ceux-là mêmes que le journalisme dominant interdit de «stigmatiser» ou de «mépriser» lorsqu'il est question du RN. Venant en outre d'une éminente représentante du journalisme politique, maître d'œuvre en matière de dépolitisation, l'accusation ne manque décidément pas de sel. Elle fait pourtant des émules, comme à *La Dépêche*, où le directeur de l'information Lionel Laparade se moque de militants «dévots incapables de penser la politique par eux-mêmes, en dehors de la Bible programmatique. [...] Ici, penser par soi-même, c'est déjà trahir. Insoumis dehors, soumis dedans.» (11 mai)

Rien ne sera épargné. Jusqu'à cette émission de BFM-TV du 8 mai, au cours duquel le président d'honneur de la Licra¹ Alain Jakubowicz qualifie LFI de «mouvement fasciste», avant de déclarer: «Toutes proportions gardées, je vois un parallèle – je sais que je vais me faire rentrer dedans, mais ce n'est pas grave – entre Mélenchon et Goebbels.» Une relativisation du nazisme doublée d'une injure infâmante qui, de fait, ne lui valut aucune remontrance en direct². Et pour cause: loin de constituer un «dérapage», ces propos s'inscrivent pleinement dans le processus de banalisation/diabolisation précédemment décrit. Comment condamner ce qu'on a eu de cesse d'alimenter? Comment les principaux acteurs de la sphère politico-médiatique peuvent-ils s'affranchir du logiciel orwellien qu'ils auront eux-mêmes inlassablement contribué à construire, dans lequel l'équation «LFI» = «antisémitisme» est devenue une «évidence» et l'extrême droite, lavée de tout soupçon? Comment prétendre dénoncer des outrances quand ces dernières sont tolérées *ad nauseam*, depuis l'évocation des «nazis de gauche» (Thierry Keller, «C ce soir», 17 juin 2024) et sa variante – «le nazisme est-il passé à l'extrême gauche?» (CNews, 12 oct. 2023) –, jusqu'aux refrains incessants sur la «jean-marie-lepénisation» de Jean-Luc Mélenchon, repris en chœur par des éditorialistes politiques de *Libération* comme Jonathan Bouchet-Petersen³, en décembre 2023, et son confrère Thomas Legrand: «Comment Jean-Luc Mélenchon s'est Jeanmariepenisé?» (*Libération*, 26 mars)?

Les médias poursuivent donc leur matraquage et les deux auteurs leur tournée, investissant les dispositifs les plus indigents qui soient, dans des médias réputés pour leur engagement forcené dans la

Les journalistes politiques chassent en meute

La Meute. Enquête sur la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon (Flammarion): le livre des journalistes Charlotte Belaïch (*Libération*) et Olivier Pérou (*Le Monde*) n'avait pas encore paru que la mobilisation médiatique était déjà enclenchée.

Bonnes feuilles dans *Le Monde* (4 mai), recensions dans *Le Point*, *L'Express* (5 mai), *Le Figaro*, RTL, *L'Indépendant* (6 mai), en Une de *Libération*, du *Parisien* (6 mai) et *Marianne* (7/05), entretiens sur France Inter, dans *Marianne*, RTL mais aussi «Quotidien» (6 mai), où, dès la veille, Jean-Michel Apathie anticipait l'interview: «[Ils] racontent dans *La Meute* [...] la vraie vie de *La France insoumise*: une dictature en miniature. Épouvantable!» (TMC, 5 mai) Bref, c'est peu dire que la promo médiatique a démarré en fanfare. L'enquête occupe de fait le premier plan de l'agenda. Elle fait l'objet du «Brief politique» de Franceinfo (5 mai); dans la matinale de TF1, Alba Ventura lui consacre un éditto, affirmant que le livre «aurait pu tout aussi bien s'appeler



La Secte. Une secte dont Jean-Luc Mélenchon est le gourou» (6 mai); Apolline de Malherbe l'évoque quant à elle pendant le premier quart de son entretien avec Fabien Roussel (BFM-TV, 6 mai), dont les «petites phrases» sont ensuite inlassablement recyclées par la chaîne... et l'AFP, elle aussi frénétiquement relayée dans la presse:

«Fabien Roussel compare La France insoumise à une “secte” après la publication de “*La Meute*” sur le parti de Jean-Luc Mélenchon» (*Le Monde*, 6 mai). Sur Franceinfo, la rédaction organise un plateau quelques heures après avoir questionné Alexis Corbière sur le sujet

(6 mai); l'habituée des plateaux Nathalie Mauret signe un papier publié dans plusieurs titres du groupe Ebra, du *Dauphiné Libéré* aux *Dernières nouvelles d'Alsace* en passant par *Le Bien public* (6 mai). Et dans la matinale de France Culture (6 mai), après un billet de l'éditorialiste Jean Leymarie saluant le livre, Guillaume Erner en remet une couche face à son invité du jour, le sociologue Didier Eribon, enjoint d'acquiescer aux accusations d'antisémitisme portées contre LFI et interrompu pas moins de dix fois par son hôte en à peine deux minutes pour son refus d'obtempérer, laissant le matinalier sur sa faim: «Bon... je vois que je ne vais pas réussir à obtenir autre chose de vous.»

Le livre bénéficie d'un tapage sur-mesure, converti en «événement» de première importance. Le genre, pourtant, est loin d'être

nouveau. Si l'émission «Complément d'enquête» (France 2, 24 avr) en constitue l'épisode le plus frais, *La Meute* rejoint la collection d'essais signés par des journalistes sur Jean-Luc Mélenchon et/ou *La France insoumise*. Mais c'est un genre indéniablement très prisé... et fort rentable: ouvrant un droit automatique à

défiler des plateaux de l'audiovisuel aux Unes des journaux, les dénonciations des «ambiguïtés» et «dérives» du «gourou» Mélenchon se succèdent les unes après les autres. Elles

sont dans l'air du temps; celui d'une diabolisation sans fin de la gauche. Dans *L'Union* (6 mai), tout en confessant ne pas l'avoir lu, un journaliste se délecte d'un «livre qui pourrait mettre la meute aux abois»: «Le livre pourrait faire mordre la poussière à LFI, notamment en prévision des prochaines échéances électorales. [...] [L]aissons justement la démocratie faire son œuvre et désigner son maillon faible.» «Jean-Luc Mélenchon bénéficie d'une immunité médiatique sidérante» osait récemment Pascal Praud (CNews, 2 mai), jouant un air connu... quoique passablement orwellien. ■

“Une dictature en miniature. Épouvantable!”

Jean-Michel Apathie



disqualification de la gauche. « Les Grandes Gueules » (RMC, 8 mai), mais aussi « C à vous » (France 5, 9 mai), où Anne-Élisabeth Lemoine exulte : « *Votre livre s'arrache ! Il est en rupture de stock et il se vend d'ailleurs plus cher sur les sites d'occasion qu'en librairie !* » Tout en rempissant, à peu de frais cette fois-ci, les colonnes de *Paris Match* – « Il a tout trahi » : comment Jean-Luc Mélenchon a éteint Les Lumières » (8 mai) –, ainsi que de belles doubles pages entièrement à charge jusque dans la PQR.



Comme à de nombreuses reprises au cours des dernières années, Mediapart ne manque pas à l'appel. À titre individuel, Edwy Plenel promeut sur X l'article du *Monde* et celui de son ancienne maison, lesquels n'avaient visiblement pas dit du livre l'essentiel de ce qu'il fallait en dire : l'ancien directeur agrémenté X de ses commentaires personnels en guise de supplément (8 mai). Quant à Mediapart, la recension est à peu près la même qu'ailleurs, et le journalisme politique donne sa mesure.

Certes, on peut lire dans les premiers paragraphes que « *[le livre] ne s'intéresse pas aux orientations politiques de la principale force de gauche. Il ne porte pas davantage sur la dynamique militante d'un mouvement relativement récent, ou celle de son école de formation avec l'Institut La Boétie (au cœur de la bataille culturelle revendiquée par LFI contre l'extrême droite et la Macronie).* » Présentés comme anecdotiques, ces angles morts constituent pourtant un biais de taille dans le tableau d'ensemble ! Et si Mediapart fait mine de se dédouaner ou de s'auto-légitimer en

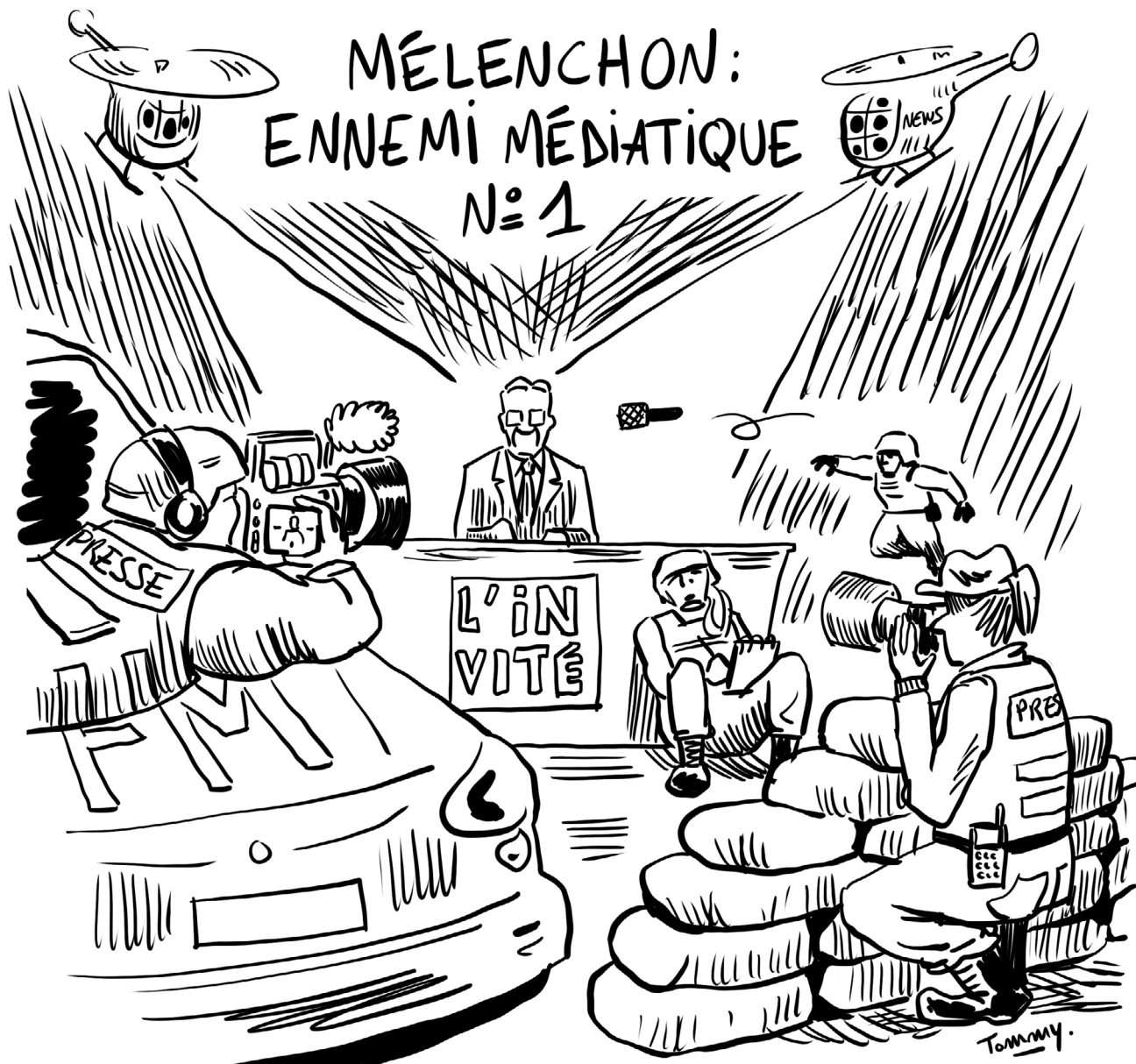
“Une secte dont Jean-Luc Mélenchon est le gourou.”

Alba Ventura

renvoyant à deux de ses articles (sur le programme de LFI et l'institut La Boétie⁴), cette pitance est plutôt maigre (en volume) et loin de l'analyse (de qualité) que le journal sait fournir en d'autres occasions... et qu'on serait en droit d'attendre de la part du média indépendant le plus influent. Par ailleurs, si Mediapart pointe en préambule « *les instrumentalisation [du livre], souvent grossières, de la part des opposant-es à La France insoumise* », ces dernières n'émaneraient que du champ politique – pas une ligne sur les médias ! –, et sont en outre évoquées de nouveau comme une donnée secondaire, pour ne pas dire insignifiante. À l'image, du reste, de ce que donne à en voir Mediapart, c'est-à-dire à peu près rien : au cours des dix-neuf mois précédents, singulièrement, on ne trouve aucun article à *part entière* sur la diabolisation médiatique permanente du mouvement de gauche. Comme ailleurs dans les grands médias, cette indifférence à l'égard d'un phénomène pour le moins significatif pose question, *a fortiori* dans une séquence comme celle-ci.

LE JOURNALISME POLITIQUE: 1 PB

Le traitement médiatique du livre *La Meute* est un concentré de ce que le journalisme politique fait de pire : personnaliser et spectaculariser à outrance la vie politique. Ce journalisme politique dépolitise ainsi les enjeux en accentuant les effets du présidentielisme du régime et de la professionnalisation du personnel politique. En réduisant l'ensemble du fonctionnement d'un mouvement politique à des ficelles manipulatoires émanant d'un seul homme, des bruits de couloir, des coups bas et des personnalités autoritaires, le journalisme politique construit des personnages et livre un storytelling – comme ses auteurs aiment régulièrement décrire leur travail, ils « racontent une histoire ». Une histoire que leurs homologues, pétris des mêmes préjugés et faits du même bois – sociologiquement et professionnellement parlant –, lisent et relisent sur le même ton en accentuant les mêmes angles morts et les mêmes cadrages – les pratiques du journalisme politique étant tendanciellement identiques d'un média à l'autre, quelle que soit son orientation éditoriale. Ainsi le débat public s'homogénéise-t-il, *a fortiori*



lorsqu'il est dominé par l'éditorialisme et, disons-le, une tendance à la détestation viscérale de LFI unanimement répartie parmi les chefferies éditoriales. Comme le souligne le politiste Samuel Hayat⁴, «plutôt que d'accuser LFI d'être une meute et Mélenchon d'être un gourou, il faudrait se demander pourquoi ces formes de militantisme sont adaptées tant au présidentielisme de la V^e République qu'aux logiques médiatiques et aux mutations de l'engagement.»

À bien observer la délectation – pour ne pas dire la hargne – de certains commentateurs, comme les mécanismes qui contribuent depuis une décennie à nourrir le climat de diabolisation dans lequel s'inscrit cette parution, on comprend en effet à quel

point les grands médias, *a fortiori* audiovisuels, sont devenus un lieu anti-démocratique par excellence, où les règles qui sont censées encadrer les pratiques du journalisme et garantir un certain pluralisme démocratique n'ont plus cours. Comment, dans de telles conditions, espérer qu'un «débat» équitable et informatif au sujet de LFI – et de la pratique du pouvoir, plus généralement – puisse se tenir sur la place médiatique ? Quant à produire ce que ces journalistes prétendent espérer – une autocritique, dont eux-mêmes sont systématiquement incapables s'agissant de leurs propres pratiques –, le matraquage tel qu'il se donne à voir ne peut évidemment qu'entraîner l'inverse.

4. «La France insoumise met son programme à jour, et joue la présidentielle anticipée» (28 janv.) et «Avec l'Institut La Boétie, La France insoumise structure son école de pensées» (12 avr.).

5. «Ce que les succès (et les critiques) de La France Insoumise révèlent de la situation», blog Mediapart, 7 mai.

A *fortiori* lorsque le rapport aux questions démocratiques fait l'objet d'un tel deux poids, deux mesures médiatique, que l'on pense au fonctionnement interne d'autres partis, mais aussi plus largement. Aujourd'hui ardents défenseurs de la démocratie, nombre de commentateurs accrédiétaient hier la communication du RN contre la justice et le « vol » d'une élection (imaginaire)⁶, contribuaient à faire oublier les résultats du scrutin législatif (bien réel)⁷ ou soutenaient le passage en force du gouvernement sur la réforme des retraites. Désormais convertis en militants anti-autoritaires, gageons également que les chiens de garde cesseront de légitimer et d'encourager la répression systématique des quartiers populaires et du mouvement social...

LE SENS DES HIÉRARCHIES... ET DES INDIGNATIONS

Le Monde et *Libération* sont les deux titres par lesquels arrive cet énième épisode de diabolisation, auquel les deux auteurs-journalistes participent activement et en toute connaissance de cause, sans être pour autant responsables des pires usages de leur livre sur le plan éditorial. Un phénomène qui en dit long, très long, sur leur aveuglement – et sur celui de leurs chefferies respectives –, incapables de prendre pleinement la mesure de la conjoncture dans laquelle nous sommes. Auto-intoxiqués par leurs propres pratiques au point de ne pas en entrevoir les angles morts, persuadés de faire œuvre démocratique, les deux quotidiens huilent la machine, encore et encore⁸. Et rien ne semble pouvoir perturber les petites routines insinifiantes du journalisme.

Ainsi la parution de *La Meute* aura-t-elle par exemple fait infiniment plus de bruit médiatique que les déclarations de Netanyahu tenues au même moment. Ce dernier a affirmé publiquement – comme

ne cesse de le faire le gouvernement israélien depuis des mois, avec d'autres mots – son intention d'« *intensifier l'opération à Gaza* » dans un objectif de « *conquête* » : une occupation militaire et le déplacement forcé de centaines de milliers de Palestiniens, soit l'approfondissement de la guerre génocidaire visant « *l'effondrement et l'effacement* »⁹ et, *in fine*, l'anéantissement de la question nationale palestinienne.

La comparaison des deux thématiques n'est pas aléatoire puisque les auteurs de *La Meute* évoquent souvent le positionnement de LFI sur la question palestinienne. D'une manière identique au traitement livré récemment par « Complément d'enquête » (France 2, 24 avr.), ils redoublent alors la criminalisation médiatique entretenue sans relâche depuis dix-neuf mois contre l'ensemble du mouvement de solidarité avec la Palestine. Jamais aucun intervenant, parmi celles et ceux qui captent encore quotidiennement les micros pour soutenir l'État d'Israël, n'aura été stigmatisé de la sorte ni sommé de rendre un millième des comptes réclamés par les journalistes à LFI et au mouvement de solidarité. Jamais le gouvernement français n'aura eu à affronter ne serait-ce qu'un millième des critiques essuyées par ces derniers pour n'avoir, par exemple, décidé d'aucune *sanction* concrète contre l'État d'Israël en dix-neuf mois et ce, alors que les leviers d'action sont légion.

Las... Au soir du 6 mai, l'interrogatoire de Manuel Bompard par quatre procureurs de BFM-TV¹⁰ fait office de synthèse. Les journalistes ont alors consacré les 38 premières minutes – sur 50 au total, soit les trois quarts de l'entretien – à disséquer le livre *La Meute*, pour ensuite, au cours des dix minutes suivantes, polariser l'attention autour des dernières « affaires » Jérôme Guedj¹¹. Le coordinateur de LFI

“Jean-Luc Mélenchon a contribué à dédiaboliser le Rassemblement national.”

Jean-Michel Apathie

6. Lire « Condamnations du RN : saturation de la comm », discrédit de l'État de droit », Acrimed, 15 avr.

7. Lire « La "bataille pour Matignon" : comment les médias ont fait oublier l'élection », Acrimed, 15 oct. 2024.

8. « Le Monde contre LFI », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 30.

9. « À Gaza, futuricide en cours – Entretien avec Stéphanie Latte Abdallah », *Géographies en mouvement*, blog Mediapart, 17 avr.

10. L'animatrice Perrine Storme et les journalistes Bruno Jedy, Anna Cabana et Yves Thréard.

11. La journaliste Élodie Safaris a parfaitement démontré les ressorts manipulateurs de la construction médiatique de ces « actualités » (X, 5 mai).

eut alors beau tenter de ré-angler la « discussion » autour de la situation à Gaza, cette dernière n'inspira strictement *aucune* question aux journalistes, tout à leur obsession de « l'électorisme » de Jean-Luc Mélenchon (Anna Cabana), puis, rebelote, du « cas de Jérôme Guedj » (Perrine Storme), qui « dit que Jean-Luc Mélenchon ne le salue même plus » (Anna Cabana). Critiqué en fin d'émission par Manuel Bompard, le conducteur orwellien de cette interview est une reproduction quasi parfaite du bruit médiatique dominant.

Compte tenu de la gravité de la conjoncture, cet acharnement systématique, asymétrique et unilatéral devrait objectivement interpeller chaque professionnel des médias un tant soit peu attaché aux valeurs démocratiques. D'autant que, sur le plan national, les sujets de préoccupation ne manquent pas, qui devraient mobiliser les « grandes consciences » du journalisme : une extrême droite toujours plus puissante, dont la violence débridée s'accroît (dans la rue) et qui consolide son enracinement (dans les institutions), recueillant pour cela l'appui croissant d'acteurs sociaux extrêmement influents, notamment dans le champ économique ; de nouveaux rouleaux compresseurs programmés contre la Sécurité sociale, les chômeurs et les droits des travailleurs, frappés par des plans de licenciements massifs sur fond d'enrichissement du capital ; une répression accrue des

“Ici, penser par soi-même, c'est déjà trahir. Insoumis dehors, soumis dedans.”

La Dépêche

mouvements antiracistes et antifascistes, incluant la dissolution d'organisations de premier plan comme Urgence Palestine et la Jeune Garde ; une surenchère sécuritaire et islamophobe permanente, dont l'incarnation se trouve aujourd'hui au plus

haut sommet de l'État à travers la figure de Bruno Retailleau, qui dame le pion au RN sous les hourras ou la complaisance des rédactions¹².

Mais face à tout cela, la priorité de *Libération* et du *Monde*, en alternance avec l'ensemble des médias les plus influents, consiste à s'interroger sur le risque que représenterait la gauche au pouvoir. À (se) poser des « questions vertigineuses [...] sur ce que deviendrait la France avec Jean-Luc Mélenchon » (*La Dépêche*, 11 mai), sans doute satisfaits de ce qu'elle est devenue en huit ans de « démocratie » macroniste...

Ainsi cet entre-soi s'offre-t-il le luxe de « se faire peur » avec des scénarios apparemment vécus comme cauchemardesques, tout en s'interrogeant benoîtement sur le pourquoi du comment LFI ferait aujourd'hui « plus peur » que le RN¹³. Confortant des partis pris assénés depuis au moins trois ans¹⁴ par l'ensemble de l'éditocratie, les commentateurs évitent soigneusement d'interroger le rôle des médias. Bref, ce petit monde se paye le luxe du train-train ordinaire. Il fait ce qu'il a à faire. Il fait ce qu'il a toujours fait. Ce journalisme serait risible s'il n'était devenu, pour reprendre les mots du *Monde diplomatique*¹⁵, un véritable « danger public ».

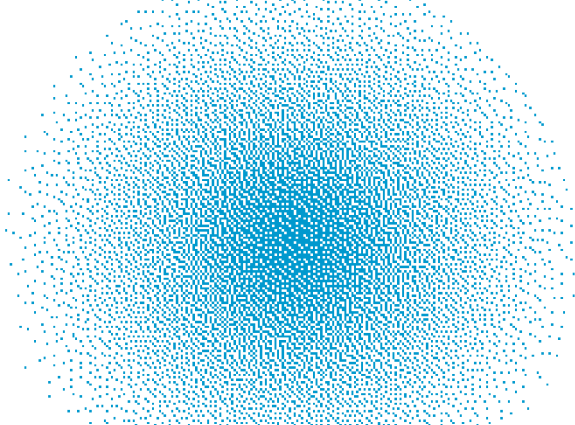
12. « L'obsession Retailleau », *Médiacritiques* n°54, printemps 2025, p. 43.

13. « “Le Pen ne fait plus peur” : la faute à qui ? », *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 40.

14. « “La peur de Mélenchon est plus grande que la peur de Le Pen” : analyse ou confession ? », *Acrimed*, 26 mai 2023.

15. « Le journalisme français, un danger public », Serge Halimi et Pierre Rimbert, *Le Monde diplomatique*, févr. 2024.





RIMA HASSAN, CIBLE DES ÉDITOCRATES

Hargne médiatique.

« **R**ima Hassan, figure incendiaire de la gauche communautaire » (Europe 1, 29 mai 2024); « Gaza-Israel: la "monstruosité sans nom" de Rima Hassan » (L'Opinion, 28 mai 2024); « Rima Hassan: la polémique permanente! » (JDD, 9 mai 2024)... Depuis 2024, le coup de projecteur des médias dominants sur Rima Hassan – juriste franco-palestinienne, candidate LFI aux élections européennes puis députée européenne – est l'occasion sans cesse renouvelée de démultiplier mensonges, calomnies et partis pris. La cabale excède de (très) loin les frontières de la presse réactionnaire. Aussi, quand ils ne la délègent pas en son absence, les éditocrates invitent Rima Hassan pour mieux la clouer au pilori. Pendant la campagne des élections européennes, déjà, les interrogatoires médiatiques s'étaient multipliés: invectives, interruptions robotiques, mépris, racisme, suspensions *a priori*. Bref, disqualifications permanentes¹.

Autre épisode, quelques mois plus tard: un éditocrate du directeur du *Point* en personne, le désormais inévitable Étienne Gernelle. Titré « Jean-Marie Le Pen est revenu, il s'appelle Rima Hassan » (30 janv. 2025), l'édito en question multiplie les attaques contre Rima

Hassan: « rhétorique antisémite »; « négation des principes essentiels de l'État de droit »; « l'abjection est devenue son métier », etc.

Calomnier la députée européenne et en même temps relativiser (et donc banaliser) l'extrême droite? Gernelle fait coup double... et enfonce le clou: *Le Point* venait tout juste de consacrer un article (24 janv.), un entretien (27 janv.) et une tribune (29 janv.) au « cas » Rima Hassan. Son nom figure d'ailleurs dans le titre de 6 publications au mois de janvier 2025 et dans celui d'une quarantaine², au total, sur l'année, soit un peu moins d'un par semaine en moyenne. Vous avez dit obsession?

La caricature et les outrances contre la gauche ayant depuis quelques années le vent en poupe dans le débat public, la fuite en avant du directeur du *Point* ne lui vaudra pas réprimande. Bien au contraire, elle recueille même les faveurs de ses plus éminents collègues. La directrice de la rédaction, Valérie Toranian, relaie le texte sur X (30 janv.)... et l'indéboulonnable Bernard-Henri Lévy, chroniqueur au *Point*, fait même le service après-vente au micro de Frédéric Haziza (Radio J, 2 févr.):

Comme le dit mon camarade Étienne Gernelle dans Le Point de cette semaine [...]: « Jean-Marie Le Pen est revenu et il s'appelle Rima Hassan ». Voilà. Donc on est dans un moment de telle confusion des valeurs, mais vous savez, c'est le propre d'ailleurs de... c'est comme dans les années 1930 hein. Dans les années 1930, l'extrême gauche et l'extrême droite échangeaient leurs discours, échangeaient leurs emblèmes, etc. On est revenus dans une situation de même sorte.

Pour reprendre les mots de Pierre Vidal-Naquet³: « Qu'il s'agisse d'histoire biblique, d'histoire grecque ou d'histoire contemporaine, M. Bernard-Henri Lévy affiche, dans tous les domaines, la même consternante ignorance, la même stupéfiante outrecuidance. »

Mais qu'importe: l'analogie « Rima Hassan = Jean-Marie Le Pen » séduit plus à droite encore. Du média Frontières (ex-Livre noir), qui se demande à son tour si Rima Hassan est « la Jean-Marie Le Pen de gauche? » (30 janv.), au chroniqueur de CNews, Gilles-William Goldnadel, qui pousse encore plus loin: « Bien pire: Jean-Marie Le Pen a nié les massacres du passé, Rima Rien [sic] approuve les massacres de Juifs du présent. » (X, 31 janv.) Ou comment boucler la boucle d'une chaîne qui participa activement à la réhabilitation médiatique de Jean-Marie Le Pen⁴.

« Confusion des valeurs », disait l'autre. Nous en sommes même bien au-delà...

1. « Acharnement médiatique contre Rima Hassan (vidéo) », Acrimed, 31 mai 2024.
2. Entre autres joyusetés: « Le complotisme antisémite de Rima Hassan, candidate Insoumise aux européennes » (24 mai 2024) ou encore « Rachel Khan: "Rima Hassan, influenceuse de haine" » (22 août 2024).
3. « La critique historique de salubrité publique. 1- Quand Pierre Vidal-Naquet corrigeait Bernard-Henri Lévy », Agone, 24 oct. 2018.
4. « "Lanceur d'alerte", "visionnaire", "prophète": CNews et BFMTV saluent le "génie" de Jean-Marie Le Pen », Samuel Gontier, *Télérama*, 10 janv.

FLOTTILLE POUR GAZA: LA HARGNE DE L'ÉDITOCRATIE

Après avoir passé vingt mois à criminaliser le mouvement de solidarité avec la Palestine, c'est avec un regain de mépris et de hargne que de nombreux éditeurs ont commenté l'arrestation illégale des membres d'équipage de la flottille de la liberté (le *Madleen*) par l'armée israélienne.

Dans la tradition internationaliste des flottilles pour Gaza et quinze ans après l'assaut du *Mavi Marmara* – en mai 2010, au cours duquel l'armée israélienne tuait neuf passagers –, le *Madleen* entendait briser le blocus israélien à Gaza, à l'instar d'autres actions de solidarité en parallèle. Il réunissait à son bord douze personnes, parmi lesquelles des militants, Rima Hassan et deux journalistes, Yanis Mhamdi (Blast) et Omar Faiad (Al Jazeera). Dans la nuit du 8 au 9 juin, l'armée israélienne a arrêté ses passagers, avant de les emprisonner, puis de les expulser.

En France, la couverture médiatique de ces énièmes violations du droit international par l'État d'Israël a donné une nouvelle occasion de mesurer la surface et le crédit que continuent d'accorder à sa propagande de très nombreuses chefferies éditoriales. Gangrené par l'éditorialisation, le débat public s'est souvent mué en cabale contre les passagers du *Madleen* tandis que dans les formats les plus exposés du PAF, les interviews de responsables LFI ont viré au procès, à grand renfort de désinformation.

Sur Franceinfo par exemple (10 juin), alors que la journaliste Salhia Brakhlia requiert de Clémence Guetté une confirmation selon laquelle « quatre des six Français ont refusé de signer le fameux document qui mène à l'expulsion d'Israël », la députée LFI témoigne du fait qu'elle ne dispose alors d'aucune information suffisante sur « le contenu des documents en question », ajoutant que « certains [passagers français du *Madleen*] attendent un conseil juridique avant de [les] signer ». Ni une ni deux, elle est interrompue par le journaliste Jérôme Chapuis,

visiblement plus « informé » : « Alors, on a eu des informations sur ce sujet tout à l'heure avec l'ancien ambassadeur de France en Israël qui nous disait [que] ce document, il est très simple. C'est trois lignes. "Acceptez-vous d'être expulsé du territoire israélien ?" Est-ce que dans ces conditions, il y a une raison de refuser ? » Patienter et recouper ses sources aurait sans doute évité au journaliste de diffuser des fake news avec autant d'aplomb à heure de grande écoute : comme le souligne Blast⁵, « ce texte stipule, si ratifié, une acceptation d'expulsion du territoire,

une reconnaissance du caractère illégal de l'opération humanitaire du *Madleen* et un engagement à ne plus fouler le sol israélien pour une durée de cent ans. [...] Ainsi, contrairement à la communication des autorités israéliennes, reprise quasi mécaniquement par une série de médias français, les sept militants et notre journaliste Yanis Mhamdi n'ont pas refusé de quitter le territoire israélien. Ils ont en revanche refusé de signer un texte inique

et mensonger, en dehors d'une véritable consultation avec un avocat, sous la pression de l'armée israélienne. »

Cette master class de Franceinfo est loin d'être isolée : disqualification de l'action humanitaire sur fond de moqueries indignes ; criminalisation des passagers du *Madleen* dans la grande tradition du journalisme de préfecture ; poursuite de l'acharnement contre Rima Hassan ; reprise sans recul de la propagande israélienne et légitimation de l'action des autorités, certains commentateurs allant jusqu'à nier la famine à Gaza ou l'illégalité du blocus israélien...

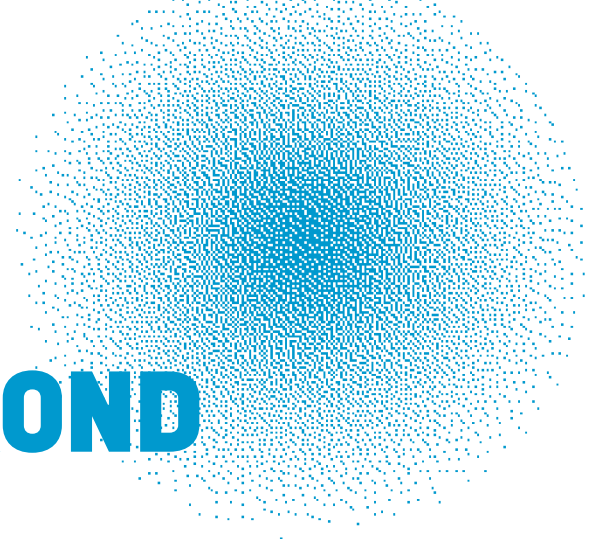
Des plateaux en roue libre de CNews aux studios tamisés de Franceinfo, rien n'aura été épargné. « Parodie de mission humanitaire » (Étienne Gernelle, RTL), « mascarade dangereuse » (Caroline Fourest, LCI), « spectacle de la croisière s'amuse » (Alba Ventura, TF1), « cette croisière était faite pour réhabiliter le Hamas » (Ivan Rioufol, Europe 1), « on voit à quel point faire de Rima Hassan une eurodéputée [...], c'était une démarche perverse » (Hervé Gattegno, LCI), « buzz crasse » (Éric Revel, Sud Radio)...⁶

Certaines déclarations resteront même gravées dans les archives du naufrage médiatique face au génocide en cours. Parmi celles-ci, les outrances de Caroline Fourest dans *Franc-Tireur* ou encore une spectaculaire inversion des responsabilités signée Alba Ventura, feignant de regretter qu'avec la flottille, « ni Rima Hassan, ni Greta Thunberg n'ont rendu compte du vrai drame humanitaire qui se déroule à Gaza » (TF1, 10 juin). Au contraire des grands médias ?

5. « Arrestation de la Gaza Flotilla : une procédure tronquée et des maltraitances inacceptables », Blast, 6 juin.

6. « Flottille pour Gaza : la hargne de l'éditorialisation », Acrimed, 13 juin.





I24NEWS: UN ROND DE SERVIETTE SUR FRANCE INFO

Les outrances cathodiques de Michaël Darmon.

Trois fois par mois, l'éditorialiste d'i24News Michaël Darmon intervient à l'antenne des « Informés », l'une des (nombreuses) émissions de commentaire diffusées par Franceinfo à la radio et à la télévision¹. Un choix éditorial qui légitime, de fait, une chaîne de propagande alignée sur le gouvernement d'extrême droite israélien.

Lorsqu'au printemps 2024, nous épingleons « Les Informés » en raison de la présence en plateau de l'éditorialiste d'i24News Michaël Darmon², nous étions loin d'imaginer que quelques mois plus tard, ce dernier y disposerait d'un véritable rond de serviette: 22 interventions entre septembre 2024 et avril 2025, soit un fauteuil quasi hebdomadaire.

À croire que ses interventions d'alors, dont la teneur laissait pantois, ont ravi la rédaction de l'émission au point de lui valoir... une accréditation permanente. Cette dernière ne peut pourtant pas ignorer le pedigree de la chaîne qu'il représente: au portrait qu'en dressait Arrêt sur images en novembre 2023³ – «antenne calquée sur la propagande de guerre israélienne», «débat et interviews sans retenue, où le "wokisme" et "l'islamogauchisme" sont accusés d'être à l'origine d'un "antijudaïsme" français» –, on pourrait ajouter les fake news qu'aura initiées i24News – dont celle des «quarante

bébés décapités» –, et la propagation de discours haineux légitimant la guerre génocidaire à Gaza. Parmi ceux-ci, l'appel de Barbara Lefebvre à «soutenir le plan Trump» et «vider la bande de Gaza» où «les civils [...] sont autant responsables que les membres du Hamas et du Jihad islamique» (20 févr.); l'affirmation du commentateur Maurice Ifergan selon laquelle «il n'y a pas d'innocent dans la bande de Gaza» tandis que l'UNRWA «éduque [l]es réfugiés palestiniens à la haine» (12 févr. 2024); la menace de Marilyn Baron – «Nous sommes un pays avec une bombe atomique, [...] personne ne doit habiter cette terre si ce n'est pas le peuple juif.» (24 déc. 2023) – ou les déclarations de David Antonelli: «Moi, je me fiche éperdument des deux millions de Gazaouis. Moi, ce qui m'importe aujourd'hui, [...] c'est la vengeance d'abord d'Israël, relever la gloire d'Israël. [...] On ne va pas réoccuper Gaza, on va récupérer Gaza.» (16 oct. 2023)

Sur i24News, on célèbre aussi l'internationale des extrêmes droites. Le 26 février dernier par exemple, le même David Antonelli décrivait à l'antenne une Europe «submergée par l'islamisation» et saluait la Hongrie de Viktor Orban, Geert Wilders, «un grand ami d'Israël», ou encore l'ancien vice-président de l'UDC suisse, Oskar Freysinger, «fervent défenseur d'Israël» – à propos duquel la RTS et *Le Temps*



rapportaient en 2013 qu'il « expos[ait] un drapeau néonazi chez lui ». « Israël justement est un modèle, un modèle au Moyen-Orient, un modèle occidental, démocratique et qui est en première ligne face à la barbarie islamiste. [...] [Ces personnalités politiques] ont très bien compris que si Israël tombe, c'est terminé aussi pour l'Europe ». (David Antonelli, « Les Grandes Gueules Moyen-Orient », i24News, 26 févr.)

Aucun de ces faits d'arme ne semble pourtant constituer un frein aux yeux de Franceinfo, qui, en toute connaissance de cause, choisit de légitimer l'une des têtes d'affiche d'i24News, travaillant sur la chaîne depuis son lancement en 2013⁴. La rédaction de service public aurait-elle envisagé un seul instant confier un fauteuil hebdomadaire à un editorialiste de Russia Today pour commenter l'actualité – a fortiori internationale – si le média n'avait été supprimé aux débuts de l'agression russe contre l'Ukraine ?

« CIJ: CONCLAVE DE L'INIMITÉ JUIVE OU CONCILE DE L'INUTILITÉ DE JUSTICE »

La labellisation de Michaël Darmon en tant que chroniqueur régulier par une station de service public est révélatrice de la complaisance de certains grands médias – mais également d'une large partie de la classe politique – à l'égard de discours aussi radicaux qu'outranciers.

Les articles qu'il publie sur i24News regorgent d'enseignements à cet égard. En janvier 2024, après que la Cour internationale de justice a rendu son premier verdict concernant un risque plausible de génocide à Gaza, le journaliste évoque un « rendu hypocrite et malfaisant » à la « rhétorique ambiguë et fielleuse » :

“L'islamo-wokisme, paré des atours militants et alter mondialistes, s'exprime au grand jour.” Michaël Darmon

une « guignolade de justice » faite de « pièces fallacieuses fournies par la CIJ et ses agents traitants répartis dans les médias internationaux » (28 janv. 2024). Les magistrats n'échappent pas à la vindicte de l'editorialiste, qualifiés tantôt de « satrapes », tantôt de « pauvres hères », et la Cour internationale de justice est décrite comme une « assemblée de juges stipendiés et aux ordres de leurs gouvernements », une « arène où coule le laid et le fiel ». La créativité de Michaël Darmon ne connaît que peu de limite, qui détourne l'acronyme de la CIJ, devenant sous sa plume le « conclave de l'inimitié juive ou concile de l'inutilité de justice », comme celui de l'ONU, rebaptisée « l'Organisation d'un narratif ulcérant ». On ignorait que la rédaction des « Informés » cautionnât de telles opérations de décrédibilisation de la presse et de la justice internationale...

Évidemment, le reste des éditos de Michaël Darmon est à l'avenant. Le soutien à l'État d'Israël, « ses expertises, sa technologie, son pragmatisme, sa passion

pour la vie » (20 janv.), s'y exprime de façon inconditionnelle, au point que le journaliste célèbre l'attaque militaire indiscriminée dite « des bipeurs » ayant causé de très nombreux blessés et morts civils au Liban – « un coup d'éclat qui redore le blason des services de renseignements israéliens pour la prochaine décennie » –, jusqu'à s'en amuser : « C'est l'hécatombe. La désormais célèbre opération dite « des bippers » [...] aurait pu avoir

pour nom de code « from the bipper to the sea ». » (15 oct. 2024) L'editorialiste nous gratifie également d'analyses inspirées sur « l'islamisation de la question palestinienne » depuis le 7 octobre 2023 (11 févr. 2024), « l'émergence d'un hamastan » au sein des marches féministes (10 mars 2024) ou encore le « nouvel ordre moral » que constituerait « l'islamo-wokisme », Michaël Darmon ne reculant, dans ce registre non plus, devant aucune caricature : « Après sa défaite militaire, Daesh a continué d'injecter son venin de haine dans une partie de la planète, mais en cachette. L'islamo-wokisme, paré des atours militants et alter mondialistes s'exprime, lui, au grand jour. Et pour éradiquer cette nouvelle dictature née dans cette deuxième décennie du XXI^e siècle, la seule force militaire sera impuissante. » (26 nov. 2023)

Naturellement, La France insoumise et autres « militants de la discrimination » seraient à compter au rang des « parrains de l'islamo-wokisme » (26 nov. 2023), lesquels polarisent par conséquent toutes les calomnies, complotisme bon teint et islamophobie garantis :

1. Lire « Les Informés » : triomphe de la com' en huis-clos », *Médiacritiques* n°33, oct.-déc. 2019, p. 34.

2. « Quand le journalisme politique touche le fond », *Médiacritiques* n°51, juill.-sept. 2024, p. 18.

3. « Sur i24news, la guerre par et pour l'État israélien », *Arrêt sur images*, 4 nov. 2023.

4. Comme le retrace Wikipédia, Michaël Darmon a aussi travaillé à TF1 (1990-1993), France 2 (1994-2010), iTélé (2011-2016), Sud Radio et Europe 1 (2018-2021).

« Le leader maximo des Insoumis [...] a décidé de ghettoïser la question sociale et veut faire le lien entre les bobos woke des campus et les habitants des quartiers populaires: son ciment est la cause antisioniste et antisémite. Son agent traitant est Rima Hassan, activiste chargée d'échauffer les électeurs d'origine musulmane. » (29 avr. 2024)

«LES INFORMÉS», LA BOUILLIE (RÉACTIONNAIRE) DU JOURNALISME DE COMMENTAIRE

Si une telle rhétorique ne disqualifie pas l'intéressé auprès de la rédaction des « Informés », c'est sans doute parce qu'elle ne dépareille pas avec le prêt-à-penser dominant de l'émission. Un seul exemple, en date du 24 mars dernier: les invités du jour, parmi lesquels l'éditorialiste d'i24News, dissertent des prétendues responsabilités de La France insoumise... dans l'agression antisémite du rabbin d'Orléans deux jours plus tôt. Les cadres du mouvement politique ont beau avoir immédiatement condamné les faits, formulé à plusieurs reprises leur soutien inconditionnel au rabbin et à sa famille et revendiqué l'unité pour combattre l'antisémitisme et tous les racismes, l'instrumentalisation de cette affaire par la classe politique – et le tombereau d'accusations qui en émanent – donne son angle à l'émission. Agathe Lambret: « Des voix s'élèvent pour pointer la responsabilité d'un parti dans ce climat: La France insoumise [...]. Les Juifs français ne sont-ils plus en sécurité en France et La France insoumise a-t-elle soufflé sur les braises, ou davantage? Le Rassemblement national est-il vraiment devenu le bouclier de la communauté juive comme il le prétend? »

Un cadrage d'emblée biaisé: dans le cas de la gauche, la « question » posée est formulée dans les termes de ses détracteurs, lesquels

donnent donc le ton; s'agissant de l'extrême droite en revanche, c'est la communication du RN sur lui-même qui fait loi... et cadre le « débat » des journalistes. Pire: seule la première de ces deux « questions » sera véritablement discutée au cours de l'émission, les journalistes passant près de 19 minutes à instruire le procès de la gauche pour « antisémitisme » et seulement 1 minute 30 à évoquer l'extrême droite. Et de quelle manière...

S'agissant de la gauche, l'ensemble du plateau est au diapason. Michaël Darmon lance les premières attaques en dénonçant un antisémitisme « qui est tendance [...] chez beaucoup, notamment chez certains jeunes très engagés à l'extrême gauche, bien évidemment, on le voit. Et c'est vrai que c'est La France insoumise qui installe cet antisémitisme d'atmosphère »; mais les autres journalistes s'alignent sans scrupule sur son discours. La directrice adjointe de la rédaction de *Libération*, Alexandra Schwartzbrod, a beau commencer son intervention en soulignant « qu'on ne peut pas pointer du doigt quelqu'un ou un groupe », elle se joint au concert la phrase d'après: « Alors évidemment, LFI, c'est vrai, depuis le 7 octobre, entre ce qu'ils n'ont pas dit, c'est-à-dire le mot "terroriste" qu'ils n'ont pas voulu accoler au Hamas et ce qu'ils ont dit, les ambiguïtés, etc., LFI, c'est vrai, a mis l'huile sur le feu. Et en plus LFI s'adresse beaucoup aux jeunes et donc c'est très, très grave. » Quelques minutes

plus tard, c'est au tour du journaliste François-Xavier Bourmaud (*L'Opinion*) de dénoncer l'absence de LFI à la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023, sans préciser que le parti soutenait alors un appel parallèle, initié par différentes organisations de jeunesse, à se rassembler « contre l'antisémitisme, les racismes et l'extrême droite ». Mais qu'importe au grand enquêteur de *L'Opinion*, qui n'y voit rien de moins que le point de départ d'« une période de non-dits, de messages subliminaux

“Le leader maximo des Insoumis [...] a décidé de ghettoïser la question sociale et veut faire le lien entre les bobos woke des campus et les habitants des quartiers populaires: son ciment est la cause antisioniste et antisémite.”

Michaël Darmon

qui, tous, viennent alimenter cet antisémitisme d'atmosphère. » Et de poursuivre en évoquant le visuel d'appel à la marche antiraciste du 22 mars représentant Cyril Hanouna : « Là, pour le coup, avec cette affiche, il n'y a plus aucun doute qui est possible sur la nature antisémite de La France insoumise. » Excédant de très loin certaines critiques légitimes à l'égard de ce visuel et de la gestion de cette « affaire » par LFI, un qualificatif aussi infamant et définitif mériterait des arguments étayés que le journaliste serait bien en peine d'apporter. Et pour cause, tant il s'agirait alors d'établir que la structure du parti et avec lui, son projet politique, seraient de « nature antisémite »...

Alors que le plateau est totalement déséquilibré, avec quatre journalistes invités jouant le même rôle de procureur contre la gauche, les deux présentateurs ne tentent même pas d'adopter un positionnement plus objectif afin d'introduire un minimum, si ce n'est de pluralisme, du moins de contradiction dans le studio, et préfèrent éditorialiser eux aussi. Le procès à charge du parti de gauche se joue donc à six intervenants... contre zéro, Agathe Lambret s'illustrant notamment par une tirade contre Jean-Luc Mélenchon de plus de 2 minutes 20, soit la durée d'un éditorial plutôt que d'une « question ».

Vient ensuite Jean-Rémi Baudot, qui se charge d'introduire le second pan de la « discussion » :

– **Jean-Rémi Baudot** : *Dans ce contexte, on semble voir un virage à 180 degrés du RN sur cette question [de l'antisémitisme]. Michaël Darmon, vous qui avez longtemps suivi le Front national en tant que journaliste, vous pensez que ce virage, il est sincère ?*

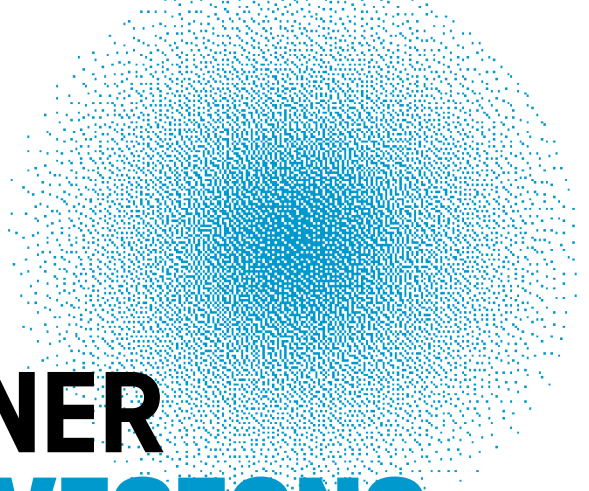
– **Michaël Darmon** : *De la part de Marine Le Pen, c'est indéniable. De la part d'autres personnes qui sont autour d'elles, ses principaux lieutenants, par rapport à ce qu'on a pu connaître et par rapport surtout aux conversations qu'on a pu avoir tout au long de ces années, c'est clair que ce changement, il est majeur. [...] Il a été acté par des chercheurs, par des politologues, par des historiens, qui d'ailleurs avaient [été] mis à la Une du Monde, s'étaient tous exprimés le lendemain de la manifestation en novembre 2023 à laquelle Marine Le Pen avait participé contre l'antisémitisme et pour la République ; [ils] avaient donc tous titré en disant qu'il s'agissait-là d'une mutation politique et historique de grande ampleur. [...] En ce qui concerne effectivement cette évolution, pour la question que vous posez, ça, ça me paraît clair.*

De quels chercheurs, publiés à la Une du Monde à cette période, se revendique l'éditorialiste pour avancer de tels propos ? Hormis la politiste Nonna Mayer et l'historien Grégoire Kauffmann (11-13 nov. 2023), on ne voit pas bien, d'autant que ni l'une, ni l'autre n'accrédite la thèse de Michaël Darmon.

Mais peu importe là encore : en plateau, personne ne bronche. Personne pour rappeler, précisément, les positions et les travaux des chercheurs spécialistes de cette question, les rapports de la CNCDH, ou encore les enquêtes journalistiques sur les propos et accointances antisémites d'élus RN. Pas même la directrice adjointe de *Libération*, dont certains journalistes œuvrent pourtant à documenter le phénomène. Personne, non plus, pour indiquer qu'une semaine avant cette marche de novembre 2023, le président du RN Jordan Bardella déclarait sur BFM-TV (5 nov. 2023) : « Je ne crois pas que Jean-Marie Le Pen était antisémite. » Autant de messages pas assez « subliminaux », sans doute, pour nos grands informés...

Bilan des courses : la question de Jean-Rémi Baudot sur le RN s'est soldée par la tirade de Michaël Darmon précédemment citée, sans qu'aucun autre intervenant ne s'exprime à sa suite sur le sujet. Ce qui revient à octroyer à un éditorialiste d'i24News... le monopole du discours sur l'extrême droite en France, et le rapport de cette dernière à l'antisémitisme. CQFD.

Insistons-y : si les articles de Michaël Darmon sur i24News ne le disqualifient pas auprès de la rédaction des « Informés », c'est parce qu'ils ne contreviennent en rien au discours dominant, voire en sont le reflet, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de diaboliser la gauche... tout en normalisant l'extrême droite. Reste qu'avec un tel recrutement, « Les Informés » confirment une ligne éditoriale à l'image du bruit médiatique ambiant : éditorialisation permanente au mépris des faits comme du pluralisme... et droitisation sans fin, quitte à légitimer une chaîne ouvertement propagandiste, alignée sur le gouvernement israélien et sur son entreprise génocidaire en Palestine. ■



GUILLAUME ERNER FACE À «DEUX VISIONS DE LA RÉALITÉ»

Où il est question d'un léger «différend»
à l'antenne de France Culture, le 26 mai 2025.

« **C**ette nuit encore, il y a eu des bombardements sur la bande de Gaza et un bilan donné par la défense civile de Gaza qui est très lourd, avec 20 morts au moins, après une frappe israélienne tôt ce matin sur une école de la ville de Gaza. Et c'est hélas quelque chose que nous avons déjà vu puisque d'un côté, la défense civile de Gaza évoque des morts civils. De l'autre, l'armée israélienne affirme qu'il y avait des terroristes, je cite, de premier plan, à l'intérieur de cette école. Qu'en pensez-vous ? » Sur France Culture (26 mai), quelques heures après le bombardement par Israël de l'école Fahmi Al-Jarjaoui (Gaza ville) ayant tué « plus de trente Palestiniens parmi lesquels dix-huit enfants et six femmes » (Middle East Eye, 26 mai), c'est à un ex-officier militaire israélien que le journaliste Guillaume Erner confie le soin d'arbitrer entre deux récits fausement présentés aux auditeurs comme équidistants. Tamir Hayman – président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel-Aviv et ancien chef de la direction du renseignement militaire – choisit-il plutôt les faits... ou la propagande ?

Si la question est hors-sol, c'est parce que le choix de l'invitation est hors-sol en premier lieu. Dans une deuxième partie d'émission – dont la sociologue Eva Illouz est l'invitée principale –, la matinale de France Culture décide en effet de tendre le micro au président de l'INSS, que Guillaume Erner se garde bien

de présenter aux auditeurs : un établissement rattaché à l'université de Tel-Aviv, dont BDS¹ soulignait l'« influence non négligeable sur la politique israélienne de sécurité » : « [l'institut] entretient des liens étroits avec des politiciens et des généraux », en plus d'avoir « promu les principes de la “Doctrines Dahiya” »², ce que pointe également La Croix (23 juin) dans un article sur les « liens entre universités et complexe militaro-industriel ».

Que pouvait-il dès lors advenir sinon une longue séquence de propagande ? « Le Hamas se cache encore beaucoup plus que ce qu'il fait parmi les civils », « utilise les écoles, les hôpitaux en tant qu'abris », « Tsahal fait le minimum de dégâts aux personnes qui ne sont pas impliquées », « on ne frappe pas des civils », « il n'y a pas de famine dans la bande de Gaza ». Et ainsi de suite. Si Guillaume Erner avance bien quelques franches oppositions, il renonce, de fait, à démentir pied à pied une propagande déversée telle une avalanche à l'antenne... pendant plus de dix minutes. Cette séquence témoigne du crédit que les journalistes les plus en vue accordent encore, envers et contre tout, aux autorités civiles et militaires israéliennes et à leurs porte-voix. Continuant d'être invités à des heures de grande écoute dans les formats les plus exposés du PAF, ces derniers bénéficient d'une légitimation de premier plan. Les œillères volontaires ? C'est encore Guillaume Erner qui en parle le mieux :

1. « Monde universitaire, armes et occupation : comment l'université de Tel Aviv sert les intérêts de l'industrie militaire et de l'armement israélienne », BDS, 12 mai 2022.

2. Une doctrine militaire consistant en une « destruction massive des infrastructures et de l'habitat en zones civiles [...] pour imposer [l]a “dissuasion” » (Orient XXI, 9 oct. 2023).

3. Voir « Des victimes coupables » : comment les journalistes français voient leurs confrères palestiniens ?, Arrêt sur images, 29 avr.

Guillaume Erner: *Tamir Hayman, on le voit dans l'échange que nous avons, on est vraiment sur deux visions de la réalité qui sont diamétralement opposées. Moi je vous dis qu'il y a une famine, vous me dites qu'il n'y en a pas. Je vous dis qu'il y a des morts civils inutiles, vous me dites que ceux-ci sont des victimes collatérales de frappes sur des terroristes. Est-ce qu'il n'y aurait pas une solution plus simple, vous qui êtes ancien chef du renseignement militaire, est-ce qu'il ne suffirait pas, par exemple, de laisser entrer des journalistes à Gaza parce que s'il y avait des journalistes à Gaza, alors que ceux-ci sont aujourd'hui interdits par Israël, on n'aurait pas ce type de différend. Ils documenteraient la réalité sur place.*

C'est donc cela, la « post-vérité ». La « vision » israélienne « de la réalité » a beau être balayée depuis de longs mois par les ONG qui documentent un génocide à Gaza, par l'ONU et les instances de la justice internationale, par l'ensemble des témoins présents sur place ou de retour de Gaza depuis dix-neuf mois, rien n'y fait : Erner concède à son interlocuteur qu'il ne peut pas lui-même trancher entre ce qui relève des faits... et de la propagande, regrettant que « le dialogue » soit rendu « complexe parce qu'il y a vraiment deux visions qui s'opposent terme à terme ». Lapsus révélateur – et cerise sur le gâteau : selon lui, « ce type de

différend » n'aurait pas lieu « s'il y avait des journalistes à Gaza ». Il y en a. Mais ils ont à la fois le malheur d'être des Palestiniens et, pour plus de 200 d'entre eux, d'avoir été tués par l'armée israélienne au cours des dix-neuf derniers mois. À son insu, Guillaume Erner accrédite le précepte de la rédactrice en chef du *Point*, Géraldine Woessner, selon laquelle « il n'y a pas de journaliste palestinien » (X, 30 mai 2024). À tout le moins, le matinalier de France Culture donne à voir l'imaginaire dominant à travers lequel, consciemment ou non, les journalistes français les perçoivent : entre parties prenantes, « suspects » a priori et « victimes coupables »³. Erner croirait volontiers des journalistes internationaux, mais ne pense même pas à citer ses confrères palestiniens qui, chaque jour, documentent (sans conditionnel) « la réalité sur place », y compris sur son antenne...

Reste que pour résoudre le « différend » auquel il est confronté, Guillaume Erner est vraisemblablement en quête d'une « solution simple ». En voici une : cesser de polluer le débat public en invitant les propagandistes d'un État dont deux des dirigeants sont actuellement sous mandat d'arrêt international pour crime contre l'humanité. ■



en roue libre

QUEST-FRANCE ET LE TÉLÉGRAMME AU SECOURS DE BOLLORÉ

Le 24 mai, les Soulèvements de la Terre appelaient à des manifestations en Bretagne contre l'empire Bolloré. Si les deux principaux quotidiens régionaux n'ont pas fait l'impasse sur cette mobilisation, ils en ont en revanche balisé le traitement. En amont, *Ouest-France* publiait ainsi une sorte d'enquête de voisinage¹ dans le fief breton des Bolloré (Ergué-Gabéric, Finistère)... tout en complaisance. Si quatre petits paragraphes sont consacrés à « de rares voix dissonantes », le reste de la pleine page est apologique : « Tous ici saluent "le capitaine d'industrie", "le visionnaire", "le sauveur de la boutique" ».

Et d'égrener les témoignages : « Il est toujours accessible et bienveillant » ; « un homme gentil, affable, gros travailleur » ; « un humaniste » ; « du point de vue industriel, c'est quelqu'un d'extraordinaire », etc.

En aval, *Le Télégramme* fait paraître, sous un petit compte rendu de la mobilisation, un édito pro-Bolloré : « Stop à l'agit-prop anti-Bolloré » (25 mai). Signé par le directeur de l'information Hubert Coudurier – fils de l'ancien président du journal et frère du président actuel –, l'édito prend la défense de l'un de ceux qui incarnent « la réussite de la Bretagne ». Et de poursuivre :

Certes, il s'est, depuis quelques années, recentré dans le domaine des médias avec le rachat du groupe Havas, de Vivendi et le lancement de CNews,

devenue la première chaîne d'information en France. Il est désormais au cœur d'un combat politique qui lui a valu la suppression d'autorisation de C8 et son positionnement conservateur déchaîne les passions. Il n'empêche, qu'on l'aime ou qu'on le déteste, Bolloré contribue au pluralisme des idées dans un pays longtemps soumis à une certaine doxa médiatique. Vouloir s'en prendre à son droit de propriété rappelle des pratiques de régimes totalitaires auxquels nous n'aimerions pas ressembler.

Tout en finesse. Ce que Hubert Coudurier ne précise pas, c'est qu'il est un habitué des plateaux de CNews. Ceci pouvant expliquer cela ? « Il nous paraît trompeur de la part d'Hubert Coudurier de ne pas rappeler qu'il intervient lui-même en tant que chroniqueur sur la chaîne CNews » a d'ailleurs protesté la société des journalistes du *Télégramme* quelques jours plus tard (X, 27 mai). Et de poursuivre : « Il est, par ailleurs, tout aussi trompeur d'édulcorer certaines vérités qui concernent le milliardaire. » ■

1. « Vincent Bolloré : "l'homme aux deux visages" », *Ouest-France*, 22 mai.

«ENTRISME FRÉRISTE»: SATURATION MÉDIATIQUE

Construction médiatique de la peur de l'islam.

« Ils ont un projet et ce projet c'est celui d'islamiser la société. » Il est 7h du matin sur Franceinfo et c'est l'anthropologue Florence Bergeaud-Blacker qui réveille les auditeurs. Le thème du jour est l'une de ses antennes favorites, qui lui vaut de sérieuses critiques dans le milieu académique... et de nombreuses invitations médiatiques¹: «l'entrisme» dans la société française de l'islamisme en général et des Frères musulmans en particulier, une confrérie islamique fondée en Égypte au début du siècle dernier.

Impossible d'y échapper en ce mercredi 21 mai 2025: la veille, *Le Figaro* a dévoilé les grandes lignes d'un « rapport choc », « explosif » et « secret défense », « Les Frères musulmans et l'islamisme politique en France », teasé par la presse réactionnaire depuis des mois, *JDD*, *Valeurs actuelles* et *L'Opinion* en tête, qui brosse le tableau d'un « pays miné de l'intérieur » par l'islamisme radical. La titrairie du *Figaro* donne le

ton: « Réseaux tentaculaires, organisation secrète, quartiers islamisés... Le rapport choc sur les Frères musulmans qui veulent instaurer la charia en France ». Rien que ça!

Pas farouches, l'ensemble des chaînes de télévision et de radio, service public compris, embrayent immédiatement et reprennent avec les mêmes accents les éléments du « rapport choc », opportunément arrivé sur la table du *Figaro* la veille de son examen en Conseil de défense, et aussitôt commenté devant la presse par le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau: « Cet islamisme à bas bruit se répand en tentant d'infiltrer des associations sportives, culturelles, sociales ou autres... L'objectif ultime, c'est de faire basculer toute la société française dans la charia. »



Les frères sont partout !

Faites vous
dépister.



**“Ils ont réussi à
s’infiltrer partout!
On les appelle
les trotskystes
de l’islamisme.”**

Caroline Fourest

PROMOTION À GRAND BRUIT

« L’islamisme à bas bruit » de Retailleau est donc l’ordre du jour, quasi unique, sur tous les plateaux et dans tous les journaux. Bergeaud-Blackler peut alors dérouler ses grands classiques,

ici dans *Le Parisien*, *Var Matin* ou dans la matinale d’Europe 1 (21 mai), là sur Franceinfo: « *Aujourd’hui, on se retrouve avec une situation que [les Frères musulmans] avaient prévue il y a 30 ans: infiltrer l’ensemble des secteurs de la société. Une situation où nous sommes pris au piège.* » La France, prise au piège du frérisme, infiltrée dans les moindres secteurs de sa société ? Aucun média ne semble plus en douter. Le journaliste Antoine Comte l’affirme d’ailleurs sur Franceinfo: « *Cet entrisme présumé n’est plus si présumé que ça* », objectivé qu’il serait par ce « *rapport sérieux* » et « *nourri par les services de renseignement* » (21 mai). Un avis que partage *Valeurs actuelles*, qui dévoilait la veille les coulisses du rapport confidentiel: « *Il n’y a pas de révolution sur le fond mais le danger est enfin désigné officiellement* » (20 mai). Pour *Le Figaro*, « *force est de constater* », à la lecture du « *rapport choc* », que « *la France est devenue une porte d’entrée ouverte, béante* » pour la stratégie prosélyte de la confrérie (20 mai). Puis d’assurer que ce rapport « *conforte la droite nationaliste dans ses analyses* » (21 mai). RTL veut aussi sa part, et Yves Calvi « *refait le monde* » – le titre de son émission –, avec un autre expert de taille: Mohamed Sifaoui². « *Refaire le califat?* », demande benoîtement le journaliste Axel de Tarlé sur Franceinfo. « *On va peut-être un peu loin* », modère son invitée. Vous croyez ?

1. Lire « L’Islamologue Florence Bergeaud-Blackler: derrière le buzz, des travaux déconsidérés et des méthodes décriées », Mediapart, 9 juil. 2023 et « Chère Florence Bergeaud-Blackler », Blast, 15 mars 2025.

2. Lire « Mohamed Sifaoui, vingt ans de complicité médiatique », Thomas Deltombe, *Orient XXI*, 21 juin 2023.

3. Lire « Rapport sur les Frères musulmans: la grande instrumentalisation » et « La dénonciation des Frères musulmans sert à réactiver un sentiment de peur » (Mediapart, 21 mai), ou encore « Après la diffusion du rapport sur l’entrisme des Frères musulmans, des spécialistes dénoncent une instrumentalisation politique » (*Le Monde*, 22 mai).

Que dit au juste le « rapport choc » pour provoquer un tel unanimité, de Franceinfo à *Valeurs actuelles* ? Les auteurs, présentés partout comme « *deux hauts fonctionnaires* », font état sur 73 pages d’une « *menace pour la cohésion nationale* » et d’un « *islamisme par le bas* », « *municipal* », décrivant un tissu associatif, culturel, sportif et surtout éducatif infiltré par le frérisme et

financé par l’étranger. Un total de 139 lieux de culte musulmans sur les 2 800 du pays seraient selon eux affiliés à la confrérie, et un « *noyau dur de la mouvance* », « *susceptible d’être assermenté pour piloter cette organisation secrète* », serait composé de 400 à 1 000 personnes. Trop peu pour instaurer le califat, assez pour monopoliser l’entièreté de l’espace médiatique.

Dans leur « rapport choc » – critiqué y compris par des chercheurs ayant été auditionnés dans le cadre de son élaboration³ –, les auteurs présentent Les Musulmans de France, qui gère ces 139 lieux de culte, comme « *la principale émanation des Frères en France* », « *bien qu’ils s’en défendent* » précise *Le Figaro*. Interlocutrice habituelle des pouvoirs publics, l’association a effectivement réagi dans la journée avec une « *profonde surprise et une grande préoccupation* » : « *Nous rejetons fermement toute allégation qui tenterait de nous associer à un projet politique étranger, ou à une stratégie “d’entrisme”. Cette lecture idéologique ne reflète ni notre réalité institutionnelle ni notre action de terrain.* » (AFP, 21 mai) Un communiqué qui n’est visiblement pas parvenu jusqu’aux principaux plateaux télé.

COMMENT ALIMENTER LA PEUR DE L’ISLAM

Mais ces dénégations n’ont pas d’importance, car le rapport prévient: au cœur de la stratégie frériste, il y a la dissimulation. « *Les islamistes pratiquent la Taqiya* », alerte sur BFM-TV (21 mai) Alexandre Brugère, le préfet des Hauts-de-Seine, reprenant un concept qui a fait florès à l’extrême droite, tant il permet de sous-entendre que tout musulman est un islamiste en puissance: « *Une mosquée radicale n’a pas marquée “radicale” sur son fronton* ». C’est l’inénarrable Caroline Fourest qui en parle encore le mieux sur LCI (21 mai), dans un « *Fourest en liberté* » de 25 minutes entièrement consacré au « rapport choc »: « *C’est un mouvement gazeux [...] qui a théorisé à un point très rare la dissimulation et l’entrisme, c’est-à-dire le fait d’avoir une vitrine [...] et puis à côté des branches beaucoup*



plus radicalisées, beaucoup plus armées, qui peuvent aller jusqu'à l'action terroriste.»

Organisation secrète, infiltration insidieuse de la société, emprise incommensurable (car dissimulée), la thèse partage une autre caractéristique avec les raisonnements complotistes: elle est irréfutable. Si les fréristes nient qu'ils sont fréristes, c'est parce qu'ils pratiquent la dissimulation! Fourest semble en être consciente: «On a toujours l'air un peu paranoïaque quand on parle d'eux...» Vraiment? «Mais ils recrutent des gens féroce-ment bien formés pour gagner des places en politique, en vue d'un gouvernement théocratique, poursuit Fourest, imperturbable. Ils ont réussi à s'infiltrer partout! On les appelle "les trotskystes de l'islamisme".» David Pujadas n'esquisse même pas un sourire, mauvais client. «Les Frères musulmans dont je vous parle, ils sont professeurs de fac, ils sont au CNRS, vice-présidents d'université... et ils sont parfois députés!» Fourest tient là un scoop de premier ordre... mais ne dévoilera aucun nom.

Sur France 5 dans l'émission «C à vous» (21 mai), c'est au tour de Nathalie Saint-Cricq de jouer sur le registre de l'infiltration et de la dissimulation: «Les Frères musulmans profitent des failles de notre système, un système dit démocratique, à savoir la liberté d'opinion, l'État de droit, et ils profitent de ça pour infiltrer notre démocratie et convertir la jeunesse.» La liberté d'opinion et l'État de droit: des «failles de notre démocratie» aux yeux de la directrice nationale des rédactions de France Télévisions?

Pour les auteurs du rapport comme pour les plateaux qui en font l'actu du jour, le corollaire de cette «dissimulation» est évidemment la victimisation. En l'occurrence: l'islamophobie, qui n'est qu'une stratégie

frériste: «La lutte contre "l'islamophobie" constitue l'un des leitmotivs des Frères musulmans», prévient le rapport. La stratégie de la confrérie se manifeste «par l'usage du double discours et [par] le recours à la victimisation, à travers le concept piégé "d'islamophobie"». Irréfutable! Si vous niez que vous êtes fréristes, c'est que vous êtes fréristes! Et si vous dites qu'il est islamophobe de vous soupçonner de frérisme, c'est bien la preuve que vous êtes frériste. Un très beau raisonnement circulaire, où l'on retrouve une autre chanson connue de Caroline Fourest, qui a longtemps colporté la rumeur selon laquelle le mot «islamophobie» aurait été forgé par les Frères musulmans eux-mêmes dans les années 1990 et que l'utiliser reviendrait à donner un point aux islamistes. Une fausse information encore récemment démentie – par exemple dans *L'Humanité* – à la suite du meurtre islamophobe d'Aboubakar Cissé, qui n'en avait pas moins donné à ce «débat» une nouvelle actualité sur les plateaux télé...

Partie prenante de toutes les séquences d'emballement médiatique, la matinale de France Inter (21 mai) s'entoure pour l'occasion de Jordan Bardella. Et le président du Rassemblement national se réjouit, «conforté» dans ses opinions... et au diapason du prêt-à-penser journalistique: «Les Frères musulmans mènent une stratégie d'entrisme que nous dénonçons depuis plusieurs années et qui s'appuie sur une double action, à la fois la victimisation et la culpabilisation, qui consiste à instrumentaliser les procès en islamophobie.» Les mots mêmes du «rapport choc». Mais au bout d'une minute, l'interview si bien lancée dérape: «Les arguments de la Fra... j'ai commis un lapsus très intéressant, j'allais dire La France insoumise.» L'occasion était trop belle pour Léa Salamé, qui relance avec la pertinence qu'on lui connaît: «Pardon de revenir sur votre lapsus: vous pensez que La France insoumise égale les Frères musulmans?» La matinalière est loin d'être la seule à saisir la perche. À l'antenne de Franceinfo (21 mai), c'est tout un plateau qui bascule naturellement sur «toute cette gauche qui s'est radicalisée» autour d'«un Jean-Luc Mélenchon très radical, qui fait du communautarisme un enjeu électoral» (Antoine Comte), «soupçonné de vouloir récupérer les Français de confession musulmane en en faisant une clientèle, une réserve de voix électorale» et qui «surfe sur ce communautarisme» (Axel de Tarlé).

Contribuant à nourrir la peur de l'islam, le traitement médiatique dominant ne s'embarrasse d'aucune précaution. On se demande, par exemple, à quoi servent les images d'intérieurs ordinaires de mosquées diffusées en boucle sur Franceinfo au cours de ces «débats»... Un journalisme d'amalgames, qui

4. «Terrains de radicalisation ou de prévention? Exploration des radicalisations dans le sport associatif», Institut des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur, mars 2022.

culmine avec l'intervention d'Audrey Goutard, « spécialiste des faits de société » (21 mai) :

Audrey Goutard : *C'est un problème de gestion de l'ordre public quelque part. Quand aujourd'hui vous voyez des villes ou des quartiers où les femmes sont voilées, où les hommes sont habillés avec des habits traditionnels musulmans qui laissent entendre effectivement qu'ils sont très pratiquants, eh bien ça change le paysage urbain, ça change l'espace public. Et ça heurte une partie des Français qui ont ce sentiment... C'est pour ça que le choix de Bruno Retailleau est politiquement habile, c'est-à-dire que quand on parle d'infiltration à bas bruit, etc., ça résonne évidemment dans l'esprit d'une partie des Français. [...] Cette impression, et là je reprends les mots de Bruno Retailleau, de submersion par les Frères musulmans et d'infiltration dans tous les coins de la République, [elle] résonne évidemment.*

«ÉVIDEMMENT».

Sur BFM-TV (21 mai), Benjamin Duhamel finit quand même par se demander : « Vu les chiffres du rapport, et vu qu'il y a 5 millions de musulmans dans le pays : n'en fait-on pas trop ? ».

Une demi-seconde de velléité contradictoire, qui ne sera pas récompensée par son interlocuteur : « Pas du tout », le rassure Manuel Valls. Et de poursuivre : « Ily a une organisation visible, avec ces associations, ces écoles confessionnelles [...] mais l'emprise réelle est beaucoup plus puissante [...] Il faudra aller très loin et très fort dans cette volonté de détruire les Frères musulmans. » Hochement de tête. « Très loin, très fort » ? Au cours de la journée, les responsables politiques de droite et d'extrême droite vont en effet se bousculer pour tirer une partie de la couverture médiatique en redoublant de propositions radicales et racistes. La palme est sans doute pour Gabriel Attal, qui « a doublé Marine Le Pen par sa droite », selon le commentaire de Roselyne Bachelot sur BFM-TV (21 mai), en proposant d'interdire le port du voile avant 15 ans ou d'instaurer un « délit de communautarisme ». De son côté, celui qui avait lancé la machine, Bruno Retailleau, était le lendemain en Une du *Parisien* pour présenter ses idées : « LR, présidentielle, islamisme : les confidences de Retailleau ». La boucle est bouclée.

Pour trouver du contradictoire, les auditeurs devaient une nouvelle fois chercher dans les marges. Invité le lendemain sur France Inter dans la petite case de 6h20, le chercheur au CNRS Frank Frégosi,

lui-même auditionné pour le rapport, s'est montré très étonné du résultat final : « Il y avait un engagement

d'écouter la pluralité des analyses en la matière, mais je vois que les rapporteurs ont privilégié une approche qui a une tonalité nettement alarmiste. [...] Je pense qu'ils ont repris le récit qui est dans l'air du temps, selon lequel nous serions confrontés à une islamisation rampante de la société. »

Mais nombre d'autres spécialistes, partageant la même ligne, sont tout bonnement laissés à l'écart du tapage médiatique. C'est par exemple sur Bluesky (21 mai) que l'ancien rapporteur de l'Observatoire de la Laïcité, Nicolas Cadène, fait part de ses critiques à l'égard d'un rapport, nous a-t-il expliqué, à la « méthodologie très douteuse » et qui « contredit totalement les conclusions d'un autre rapport, scientifique celui-là ». Portant sur les phénomènes de radicalisation dans le sport, l'étude en question⁴ avait d'ailleurs reçu un moins bel écho médiatique. Et pour cause, puisqu'il concluait à un phénomène « marginal ». De quoi faire voler en éclats l'une des thèses centrales... du « rapport choc » : celle de l'islamisme « associatif », « sportif » et « municipal ». Mais pas de quoi enrayer la mécanique médiatique qui s'est mise en route, à toute vitesse, dès le top départ de Retailleau.

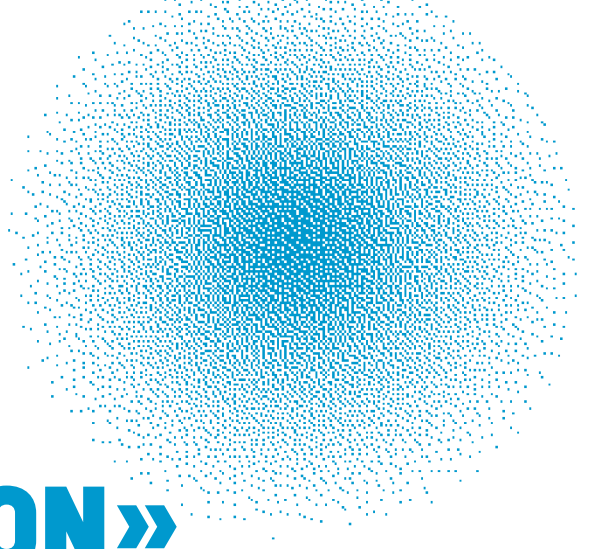
Commandé par Gérard Darmanin dans la foulée du discours d'Emmanuel Macron sur le « séparatisme », rédigé non pas par des chercheurs mais par deux hauts fonctionnaires – un préfet en fonction et un ancien ambassadeur, proche du ministre de la Justice –, exploité à outrance par Bruno Retailleau mais dépourvu de toute « nouveauté » qui serait à même de « faire l'événement », le rapport sur « l'en-

trisme frériste » a polarisé l'agenda journalistique. Et avec lui, le cortège d'amalgames, de raccourcis et d'inepties qui accompagnent désormais chaque séquence d'emballage médiatique. Dans la roue du *Figaro*, la quasi-totalité de la presse grand public se fait une nouvelle fois la caisse de résonance d'une opération de communication politique XXL, au service d'un agenda raciste. Une confiscation du débat public qui, devenu le terrain de jeu ordinaire des droites, amplifie et alimente la stigmatisation des musulmans. ■

“Les Frères musulmans profitent des failles de notre système, un système dit démocratique, à savoir la liberté d'opinion, l'État de droit...”

Nathalie Saint-Cricq





GAZA UNE «INFLEXION» MÉDIATIQUE EN TROMPE-L'ŒIL

Retour sur le mois de mai 2025.

Tout au long du mois de mai, à mesure que certains gouvernements occidentaux et l'Union européenne adoptaient un positionnement plus critique à l'égard d'Israël, certains grands médias ont accordé une attention croissante à la population palestinienne... tout en continuant de servir de haut-parleur à la propagande israélienne. D'autres maintiennent une ligne jusqu'au-boutiste, totalement alignée sur l'extrême droite israélienne (et française).

Dans le prolongement des déclarations génocidaires tenues par plusieurs de ses membres au cours des dix-neuf derniers mois, le gouvernement israélien communiquait publiquement le 5 mai un plan de nettoyage ethnique consistant à occuper militairement Gaza, organiser le déplacement forcé de la population – d'abord parquée dans des zones restreintes du territoire, en vue d'une expulsion ultérieure – et détruire toute infrastructure encore debout. En partie sous la pression des mobilisations internationales, les autorités françaises et européennes ont infléchi leur discours à l'égard de l'État d'Israël – tout en continuant à lui livrer des armes¹... et sans avoir adopté la moindre sanction à son endroit.

En France, un certain nombre de rédactions, suivistes et à la remorque du positionnement du gouvernement français, ont profité des déclarations d'Emmanuel Macron pour traduire cette relative évolution dans leur ligne éditoriale, notamment en desserrant l'étau qui cantonnait jusqu'à présent les images palestiniennes dans les marges. Est-ce à dire que le traitement médiatique évolue ? En partie seulement, tant ce regain de témoignages en provenance de Gaza ne semble pas remettre en question le cadrage initialement édicté au lendemain du 7 octobre 2023, ni, par conséquent, la surface et le crédit que continuent d'accorder une majorité de rédactions à la propagande des autorités civiles et militaires israéliennes. C'est encore et toujours avec leurs images et leurs mots qu'une majorité de médias rapportent par exemple au grand public les « stratégies » ou les « objectifs de guerre » israéliens.

PLUS D'IMAGES DE GAZA... MAIS TOUJOURS AUTANT DE PROPAGANDE ISRAËLIENNE

Début mai, BFM-TV évoque par exemple un « agrandissement des opérations militaires » (5 mai), là

¹. Lire « La France s'apprête à livrer des équipements pour mitrailleuses vers Israël » et « Fos-sur-mer : des tubes de canons doivent aussi être expédiés vers Israël » (Disclose, 4 et 5 juin) et « Livraison d'armes à Israël : la France ment, et nous avons les preuves », *L'Humanité*, 11 juin.



2. Après une couverture sur le « cessez-le-feu » figurant uniquement des proches d'otages israéliens (16 janv.) et une deuxième titrée « Fin du cauchemar pour trois otages » (20 janv.).

où TF1 convertit le plan colonial en un « plan d'expansion offensive » (5 mai) à Gaza, dont les habitants ne font pas face à un déplacement forcé mais à une « évacuation stratégique et méthodique » (France 2, 7 mai). Douze jours plus tard au 13h de France 2 (19 mai), la rédaction parle toujours d'une « volonté de conquête pour mettre le Hamas à genoux » tandis qu'au 20h du même jour, la chaîne confie à Benjamin Netanyahu – dont un extrait de prise de parole est diffusé – puis au porte-parole de l'armée Olivier Rafowicz – auquel elle tend le micro – le soin d'expliquer leur « nouvelle stratégie ». Au lendemain des déclarations du cabinet de défense le 5 mai, de nombreux médias ont choisi de relayer la dépêche AFP en titrant sur une « conquête de Gaza », l'expression employée par Benjamin Netanyahu lui-même. *Le Télégramme* en a d'ailleurs fait son gros titre à sa Une du 6 mai, « Israël décidé à conquérir Gaza » : la troisième, seulement, que le quotidien a alors consacrée à la région depuis le 1^{er} janvier 2025², alors qu'à titre de comparaison,

les couvertures sur le conflit en Ukraine sont légion (16 sont parues à la même période).

Dans ce numéro, aucune trace des termes « colonisation » ou « annexion », mais une « extension des opérations militaires » selon les mots du journaliste, qui se trouvent être ceux de sa « source officielle » (israélienne), citée pas moins de cinq fois dans l'article. Aucune trace non plus de nettoyage ethnique de Gaza, mais l'annonce aux lecteurs d'« un projet organisant le "départ volontaire" de ses habitants, selon la même source. » Si *Le Télégramme* indique que les Nations Unies « ne cessent d'alerter [...] sur la famine », leurs déclarations sont immédiatement mises en doute : « Le cabinet estime qu'il y a "actuellement suffisamment de nourriture" dans la bande de Gaza et a consenti à la "possibilité d'une distribution humanitaire" si cela venait à être "nécessaire". »

Sous le titre « Conquérir Gaza, vraiment ? », *Le Parisien* (5 mai) déguise lui aussi une opération de communication en « analyse ». En témoigne là encore la diversité des sources mobilisées par le journaliste Robin Korda : une « source officielle », « l'armée », « un haut responsable sécuritaire israélien », « Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël à Paris », « une source diplomatique israélienne » ou encore « Benyamin Netanyahu ». Dès lors, il ne peut être question que de « frappes ciblées », là où les victimes palestiniennes sont qualifiées de simple « désastre humanitaire », l'auteur expliquant que la stratégie d'Israël vise à « accentuer la pression sur le Hamas » et à libérer les otages, allant jusqu'à justifier le fait qu'« Israël bloque l'entrée des convois humanitaires pour faire pression sur le mouvement islamiste ». Reprenant longuement les déclarations de l'ambassadeur d'Israël en France, il n'y aura dans ce cadre qu'un seul responsable : le Hamas, cité neuf fois dans l'article.

À l'instar de Guillaume Erner dans « Les Matins » de France Culture, la majorité des journalistes les plus en vue se refusent à ignorer – ou à contrer pied à pied – la propagande israélienne, qui n'est d'ailleurs jamais nommée comme telle. Inchangés depuis dix-neuf mois, les éléments de langage des autorités ont beau avoir été solidement déconstruits, les têtes d'affiche du PAF continuent de les faire valoir dans le débat public en jouant inlassablement les mêmes scènes. Ainsi par exemple de Léa Salamé, face à l'historien Jean-Pierre Filiu (France Inter, 26 mai) : **Léa Salamé** : Vous savez ce que répond le gouvernement israélien quand on leur [sic] demande : « Pourquoi vous visez les hôpitaux ? », « Pourquoi vous arrêtez des médecins ou des directeurs d'hôpitaux ? » [...] Ils répondent que les hôpitaux étaient devenus des bastions terroristes. Que le Hamas enferme des armes



dedans, qu'il y a les tunnels souterrains en-dessous qui leur permettent de se cacher et que le Hamas utilise les hôpitaux... ouais... comme des bastions terroristes dans sa lutte contre Israël. C'est vrai? C'est faux?

Dans un tel cadre, si les Palestiniens ont parfois davantage de place dans le débat public, leurs récits restent cantonnés à de simples témoignages sur une prétendue « catastrophe humanitaire », en grande partie décorrélés du commentaire militaire, gangréné quant à lui par le cadrage des autorités israéliennes.

Le cas des journaux télévisés est, à ce titre, particulièrement éloquent. Exemple au 20h de TF1 le 19 mai, avec le sujet intitulé « Nouvelle offensive à Gaza. Que veut Netanyahu ? » « Des soldats israéliens, des chars progressent à nouveau et combattent dans la

bande de Gaza, avance en introduction la voix off du journaliste. Ces images sont partagées par Tsahal après avoir bombardé, dit-elle, plusieurs cibles du Hamas ces derniers jours. » Vient ensuite, pendant cinq secondes, le témoignage d'un habitant de Gaza, Mohammad Al-Rafat, expliquant que lui et ses proches « [ont] dû fuir sous des rafales de tirs ». Dans une troisième partie, la voix off décrit la situation comme relevant d'une « nouvelle opération terrestre de grande ampleur annoncée par Benjamin Netanyahu au début du mois », avant que l'extrait d'un discours de ce dernier soit diffusé : « Nous ne relâcherons pas nos efforts et nous n'abandonnerons personne. Il y aura des mouvements de population à Gaza pour leur propre sécurité », y

déclare-t-il notamment, sans que la rédaction de TF1 ne marque de distanciation ni n'avance le début du commencement d'une analyse. Le sujet alterne alors avec un quatrième « chapitre » portant sur la famine et le blocus de l'aide humanitaire, au cours duquel témoigne Mohammad Al-Helou, « responsable d'une cuisine solidaire » à Gaza. La suite (et fin) du sujet de TF1 est sans appel :

– **Journaliste en voix off :** *Pourquoi Tsahal décide de mener cette nouvelle opération terrestre maintenant ?*

– **Elizabeth Sheppard** [présentée comme « experte en relations internationales et géopolitiques »] : *Si on regarde les autres opérations, ils n'avaient pas occupé le terrain. Ce qui fait que le Hamas a pu se reconstruire, qui représente toujours une menace.*

– **Journaliste en voix off :** *Cette fois, Israël change de stratégie et pourrait choisir d'occuper Gaza jusqu'à éliminer définitivement le Hamas et libérer le reste des otages.*

On voit ici combien la présence d'images et de deux témoignages palestiniens n'a absolument aucune incidence sur le récit des journalistes, amorcé – et conclu – selon le point de vue israélien... et dans ses propres termes : « Le-Hamas », présenté comme l'alpha et l'oméga de l'histoire, « explique » tout ce que peut subir la population de Gaza.

Il en va strictement de même sur France 2. Le 7 mai, le JT consacrait à Gaza son « magazine du 20h », composé de quatre sujets successifs. Les deux premiers portent respectivement sur le quotidien des secouristes et sur des réfugiés palestiniens en France. Ces reportages ont beau témoigner de « l'enfer de Gaza », ils intègrent eux aussi de larges pans de la propagande israélienne. Outre le fait que la rédaction ne parle jamais de « crimes » à propos des exactions de l'armée, elle atténue sa responsabilité. Au moment de rapporter par exemple le cas d'« ambulances ciblées » ou d'hôpitaux bombardés, la voix off enchaîne immédiatement : « Avant la guerre, il y en avait 36, il n'en reste plus que 16 fonctionnant partiellement selon l'ONU, car pour Israël, certains centres hospitaliers abritaient des terroristes. » Cette justification ne sera pas contrebalancée par les journalistes, ni par aucun autre interlocuteur. France 2 a beau disposer d'interviews d'un secouriste du Croissant-Rouge palestinien et d'une infirmière du Comité international de la Croix-Rouge, la chaîne cantonne leur prise de parole au registre du témoignage – « Nos cœurs saignent », « c'est un vrai ascenseur

émotionnel », etc. –, sans jamais les mettre en situation de pouvoir contrer la propagande israélienne.

En cette matière, les seuls acteurs que France 2 semble juger crédibles sont les réservistes de l'armée israélienne ayant décidé de désertir, interviewés dans le quatrième sujet : de tous les reportages de ce dossier, ce sont les seuls à porter des critiques contre les autorités. Lesquelles avaient eu, du reste, toute

latitude pour se déployer dans le sujet précédent. Pourtant présenté comme une « enquête » sur la stratégie militaire d'Israël, le troisième sujet consiste en un quasi-copié-collé d'un communiqué officiel. La rédaction ne parle pas de volonté d'annexion mais d'« une progression de l'armée israélienne », désireuse de « diviser le territoire pour couper les tunnels du Hamas et isoler ses combattants ». Il n'y a pas de colonisation mais des « zones investies par Israël » et « un territoire qui se

rétrécit pour les civils » ; il n'y a pas de déplacement forcé mais « un ultimatum » posé aux populations ; il n'y a pas de massacres de civils mais des « populations qui s'exposent aux frappes » si elles ne partent pas. À sens unique, l'« enquête » ne s'abreuve principalement qu'à une source : l'armée israélienne.

Le tout conclu par l'interview de l'ambassadeur d'Israël en France, pendant six minutes. En incluant cette séquence dans le « magazine du 20h », 8 minutes auront donc réellement été dédiées aux Palestiniens de Gaza, et 12 minutes à Israël, à l'armée et à ses réservistes. Alors que des images de Gaza en ruine défilent derrière l'ambassadeur, ce dernier n'est d'ailleurs que très peu repris par Anne-Sophie Lapix. Au droit international – qu'elle n'invoquera jamais au cours de cet entretien –, la présentatrice préfère des questions d'une complaisance déconcertante : « Alors c'est quoi le plan ? C'est quoi le projet ? Que réussirez-vous à faire que vous n'avez pas réussi à faire pendant quinze mois de guerre ? »

FRANCE TÉLÉVISIONS, CAISSE DE RÉSONANCE D'ISRAËL

À bien observer les JT de France 2, on constate en outre que l'ambassadeur n'est que l'un des nombreux porte-parole d'Israël donnés à entendre au cours du mois de mai. Leurs interviews, extraits de prises de parole ou communiqués saturent les sujets, tandis que les rédactions continuent de faire un

“On a donné la parole à l'ambassadeur d'Israël en France, on vous donne la parole juste après.”

Benjamin Duhamel

usage immodéré des « images fournies par l'armée israélienne » ou « par le bureau du premier ministre israélien ».

Le 14 mai, après le bombardement de l'hôpital européen à Khan Younès, le 20h relaie par exemple le discours de l'armée en soutenant que *« l'hôpital couvrait une structure souterraine, un centre de commandement du Hamas où se trouvait selon Tsahal Mohammed Sinwar, le chef actuel du mouvement islamiste. »* La voix off a beau confier ne disposer d'« aucune confirmation de sa présence », ce récit n'en est pas moins délivré à l'antenne, allant jusqu'à dicter le contenu du tweet relayant le reportage: « Israël cible le chef du Hamas Mohammed Sinwar lors d'une frappe contre un hôpital à Gaza. » (X, 14 mai)

Une pratique structurelle à France 2 – comme ailleurs dans les médias. Le 19 mai, lorsqu'une équipe de diplomates internationaux est ciblée par l'armée israélienne à Jénine, le 20h trouve le moyen, alors que les condamnations pleuvent de toutes parts, de faire valoir la justification de cette dernière en indiquant que *« pour [elle], les diplomates auraient dévié de l'itinéraire approuvé »*. Idem le 25 mai, où le 13h relaie le communiqué de l'armée après que cette dernière a pilonné des habitations civiles et tué neuf des dix enfants de la pédiatre palestinienne Alaa Al-Najjar³. Le bombardement de l'école Fahmi Al-Jarjaoui le 26 mai ? *« Pour l'armée israélienne, l'école était aussi et avant tout un centre de commandement du Hamas et du Jihad islamique. »* Une construction de l'information qui reproduit, en sous-texte, l'idée selon laquelle les victimes palestiniennes seraient de simples « dommages collatéraux ». Les Palestiniens ne sont ainsi jamais sollicités pour réagir aux discours de l'armée, là où cette dernière est en permanence mobilisée pour « nuancer » ou « contredire » les témoignages palestiniens.

On ne trouve aucune pratique similaire dans les sujets consacrés à l'Ukraine. Le 26 mai par exemple, dans un reportage consacré aux bombardements russes sur des habitations à Kiev, nulle trace de communiqué de l'armée russe, ni du moindre de ses porte-parole, mais l'interview de victimes civiles et d'un commandant d'une brigade aérienne ukrainienne.

Il faut sans doute dire qu'en pleine réorganisation, le pôle « Moyen-Orient » de France Télévisions s'est doté de professionnels de choix. En novembre 2024, succédant à l'illustre Agnès Vahramian⁴ nommée quant à elle à la tête de Franceinfo, Arnauld Miguet est devenu le correspondant permanent de la rédaction de France Télévisions à Jérusalem. Un fin connaisseur de la région : depuis 2016, il officiait au sein du bureau du groupe public... à Pékin. Autre recrue du bureau ? Mael Benoliel, dont l'ancien employeur n'est autre qu'i24News⁵. Et c'est peu dire que ce dernier met du cœur à l'ouvrage, omniprésent depuis quelques mois sur les antennes de la télévision publique pour télégraphier la propagande israélienne.

Sur « Télématin » le 19 mai, il évoque *« près de 700 cibles terroristes visées selon Israël ces derniers jours »* à Gaza. Sur Franceinfo le 17 mai, il soutient que *« le but [d'Israël est] de démanteler ce qui reste du Hamas et de libérer les otages »*. La construction de nouvelles colonies en Cisjordanie ? Mael Benoliel opte pour un angle original en déclarant sur Franceinfo (30 mai) que *« beaucoup d'Israéliens ont*

été, évidemment, ravis d'apprendre que vingt-deux nouvelles implantations allaient être construites dans cette région », « oubliant » de mentionner qu'elles sont illégales au regard du droit international, condamnées par de nombreux gouvernements à travers le monde, y compris par la France. Sur la même chaîne le 15 mai, après avoir fait état des déclarations de l'ONU selon lesquelles la famine à Gaza constitue *« l'une des pires crises alimentaires dans le monde »*, il endosse les arguments négationnistes que les autorités israéliennes distillent à l'attention de qui voudra bien les diffuser: *« Pour Israël, il ne s'agit ni d'une punition collective, ni d'une violation du droit international car lors du dernier cessez-le-feu, plus de 25 000 camions remplis de nourriture, d'eau et de médicaments sont entrés dans l'enclave palestinienne et par conséquent, les stocks ont alors été largement réapprovisionnés. Il n'y a donc pour l'heure, selon l'État hébreu,*

3. Lire « À Gaza, une pédiatre palestinienne perd neuf de ses dix enfants dans le bombardement de sa maison », *Le Monde*, 25 mai.

4. Lire « Toxique », « humiliante », « menaçante... » le lourd CV d'Agnès Vahramian, nouvelle directrice de France Info, *L'Informé*, 9 sept. 2024.

5. On se rappelle notamment les passages de Mael Benoliel sur BFM-TV ou RMC dans les jours ayant suivi le 7 octobre 2023 où, depuis Kfar Aza, il témoignait d'« enfants décapités ». Voir « Sur les "40 bébés décapités" de Kfar Aza », *Arrêt sur images*, 11 oct. 2023.

aucune situation de famine à Gaza. » Et de pousser plus loin le curseur de la désinformation:

Mael Benoliel: *La fondation humanitaire de Gaza, une nouvelle ONG créée par les États-Unis et soutenue par Israël⁶ [...] juge aussi que les déplacements temporaires de population, pour que les Gazaouis puissent recevoir cette aide, seront nécessaires pour des raisons de sécurité. Et cela tombe bien, car c'est justement ce que prévoirait le plan de conquête israélien de la bande de Gaza: regrouper l'ensemble de la population dans le sud de l'enclave dans une zone dite humanitaire afin de faciliter la distribution d'aide et de mettre à l'abri des combats la population.*

Visionnaire jamais, faussaire toujours⁷.

CONFUSIONNISME ET RETOUR DU FAUX «ÉQUILIBRE»

En mettant en question des éléments sur lesquels le droit international a expressément statué, en présentant «au mieux» la propagande israélienne comme une *opinion* comme une autre, les médias dominants agissent tels des «fabricants de doute»⁸ et demeurent des acteurs centraux dans la fabrique de la désinformation... et du confusionnisme.

Tout au long du mois de mai, au fil des massacres perpétrés jour après jour par l'armée israélienne – lors des distributions d'aide alimentaire, de bombardements d'habitats civils, d'hôpitaux ou d'écoles restants –, les sujets sur la population de Gaza se sont bel et bien multipliés. Mais loin de constituer une réelle rupture avec «l'ordinaire» médiatique des dix-neuf derniers mois, la séquence qui s'est ouverte début mai signe plutôt le retour en force d'un biais journalistique majeur: le faux «équilibre». Pendant des décennies avant le 7 octobre 2023, la couverture médiatique du conflit opposant Israël aux Palestiniens⁹ a en effet reposé sur une «obsession de la symétrie»: une injonction plus ou moins explicite parmi les rédactions au traitement «neutre». Parce que cette ligne occultait l'oppression systémique des Palestiniens, elle ne faisait qu'accompagner la loi du plus fort. Déjà, à cette époque, la prétention à «l'équilibre» constituait un ressort central de désinformation et n'avait, pour ainsi dire, aucun sens. Elle en a encore moins au beau milieu d'un génocide.

Pourtant, après avoir majoritairement reposé sur l'invisibilisation et la déshumanisation des Palestiniens au nom du soutien à Israël et de son «droit à se défendre», la couverture d'une grande partie des médias dominants s'essaye dorénavant à cette intenable «symétrie». Comme le résume parfaitement Benjamin Duhamel face à Manuel Bompard (LFI) au terme d'un plateau consacré à la flottille

humanitaire arrêtée illégalement par les autorités israéliennes: «*Je répète une fois encore que toutes les questions sont posées. On a donné la parole à l'ambassadeur d'Israël en France, on vous donne la parole juste après.*» (BFM-TV, 9 juin) Et au téléspectateur de «trancher»?

Pour inepte et frauduleuse qu'elle soit, cette conception du «journalisme» n'en est pas moins une ligne directrice chez BFM-TV, où en une seule et même journée, les faits les plus élémentaires peuvent côtoyer sans peine des «analyses» calquées de A à Z sur la propagande israélienne. Le 16 mai par exemple, il était possible de suivre à 17h un plateau d'information intitulé «15 000 enfants morts à Gaza» réunissant deux porte-parole de l'Unicef et de Médecins sans frontières; à 17h40, un reportage sur le bombardement d'un hôpital commenté dans les termes du droit international par une représentante de l'OMS; alors qu'à 14h30, la chaîne livrait une pure séquence de désinformation. Chargée de répondre à la question «*Pourquoi Israël intensifie ses bombardements à Gaza ces derniers jours?*», la reporter Clémence Dibout, envoyée spéciale de BFM-TV à Tel-Aviv, se contentait alors de régurgiter un à un des éléments rapportés «selon l'armée israélienne», «selon Israël», «affirmés par Benjamin Netanahayou» ou encore «expliqués par un porte-parole de Tsahal», que la journaliste a rencontré. Aucun recul, aucun conditionnel, aucune analyse ni même aucune nuance: Israël envahit Gaza pour «éradiquer le Hamas»; c'est également pour «neutraliser ses membres qui sont encore sur place» qu'il bombarde l'hôpital européen de Khan Younès le même jour.

Experte en matière de faux équilibre, l'émission «C ce soir» (France 5) continue également à pratiquer ce simulacre de contradictoire, notamment en offrant une visibilité de premier plan à des acteurs dont la rédaction connaît pourtant les positions ouvertement propagandistes. «*La situation humanitaire, on a tendance, je trouve, à oublier qui en est le principal responsable dans la bande de Gaza. Et jusqu'à preuve du contraire, c'est le Hamas. Ce qui ne signifie pas que dans sa riposte, Israël ne doit pas tout faire pour éviter des dommages civils, et c'est ce que l'armée s'est engagée à faire.*» Directrice de l'American Jewish Committee à Paris, Anne-Sophie Sebban-Bécache tenait ces propos dans l'émission le 9 novembre 2023. Dix-neuf mois et au moins six invitations plus tard («C ce soir», 26 mai 2025), on en est toujours au même point – bénédiction des journalistes incluse:

– **Anne-Sophie Sebban-Bécache:** *Qui est responsable de cette situation depuis le départ? C'est quand même le Hamas*

6. D'emblée condamnée par nombre d'ONG et de hauts responsables de l'ONU, ce qu'omet de préciser le journaliste.

7. Lire «Obeida est mort. Il avait 18 ans», Orient XXI, 17 juin.

8. Lire «Palestine: "Des victimes sans visages, des crimes sans criminels"», Acrimed, 4 juin.

9. «Informer sur le Proche-Orient», *Médiacritiques* n°3, avr.-juin 2012, p. 18.

qui est le premier responsable, y compris de la situation de la population civile.

– **Laure Adler:** *On est d'accord. On est tous d'accord.*

– **Anne-Sophie Sebban-Bécache:** *Il y a bien un rôle de l'action militaire, même si on la déteste tous, et de la même manière à Gaza.*

La surface totalement disproportionnée accordée aux discours aussi hors-sol que mensongers ne fait pas que polluer le débat public: parce que les rédactions mettent ces commentateurs sur le même plan que d'éminents chercheurs, représentants d'ONG et témoins objectifs de l'enfer de Gaza, elles cryptent tous les repères du réel, entretiennent une confusion permanente entre les faits et l'opinion, sapent les capacités de discernement et contribuent, *in fine*, à la désinformation ambiante. Dans une telle conjoncture, la quête d'«équilibre» est donc non seulement une abdication intellectuelle du journalisme, mais elle équivaut à une légitimation *de fait* de la violence génocidaire – systématiquement euphémisée – et des autorités qui la produisent – dont les responsabilités sont diluées. En dehors de (rares) titres comme *Le Monde*¹⁰, nombreux sont ainsi les médias à continuer de témoigner d'une véritable complaisance à l'égard d'un gouvernement néofasciste, recourant à toutes les diversions possibles pour ne pas avoir à caractériser les crimes commis par Israël. *Libération* par exemple, laisse carte blanche à l'une de ses plus «grandes signatures» pour s'en faire encore pleinement et servilement le relais (28 mai):

Jean Quatremer: *Le conflit à Gaza s'inscrit dans la logique d'une guerre en milieu urbain où la population est délibérément exposée à l'ennemi par le Hamas pendant que les combattants se cachent dans les tunnels, exactement l'inverse de ce que font tous les pays civilisés qui veulent protéger leurs civils. [...] Y a-t-il eu des crimes de guerre ou contre l'humanité commis à Gaza? C'est d'autant plus possible que toutes les guerres en comportent, mais ce sera aux enquêtes de l'établir afin que les coupables soient jugés. En revanche, on sait d'ores et déjà que le fait pour le Hamas d'avoir torturé, violé, assassiné et enlevé des civils simplement parce que juifs est un crime de guerre et, à mon sens, un crime contre l'humanité.*

Tout récemment, la hargne déployée par un très large spectre de l'éditocratie à l'encontre de la flottille de la liberté aura suffi à mesurer l'ampleur de la chambre d'écho dont bénéficie la propagande israélienne en France. Si de nombreuses rédactions se sont impliquées dans cette entreprise de disqualification en règle, le groupe Bolloré a bien sûr occupé une place de choix, bien décidé à maintenir, coûte que coûte, une ligne jusqu'au-boutiste totalement alignée sur l'extrême droite israélienne (et française).

LES INFLEXIBLES

Encensés en octobre 2024 par Benjamin Netanyahu lui-même¹¹, les médias Bolloré ont été dûment représentés à l'occasion du gala de la «Diaspora Defense Forces» – une organisation de propagande créée sous l'égide du publicitaire Frank Tapiro – qui s'est tenu le 27 mai à Paris¹². Laurence Ferrari y a reçu un «prix des justes» pour son soutien à Israël, comme d'autres personnalités médiatiques: Amine El Khatmi, Franz-Olivier Giesbert, «la lumière qui nous permet de mieux éclairer la vérité» (dixit Frank Tapiro), Céline Pina, «quelqu'un d'exceptionnel, [...] qui met toute son énergie, toute sa passion, tout son talent au service de la vérité» (dixit Charlotte Tapiro), ou encore Gilles-William Goldnadel, lequel s'est de nouveau affirmé dans le registre suprémaciste: «Je donne pas dix jours pour que l'État pogromisé soit nazi-fié [...]. Il ne pouvait pas en être autrement, je connais les tristes règles classiques de notre monde moderne et entre un État juif occidental blanc et des terroristes basanés, il n'y avait pas photo.»

Tous sont des visages bien connus de CNews, à l'instar du co-animateur de la soirée Olivier Benkemoun, qui y présente l'émission «Le meilleur de l'info». Ce dernier a pour sa part fait ovationner Olivier Rafowicz, parrain du gala, présenté comme «la voix de Tsalal pour les pays francophones» et salué pour être «intervenue à peu près 1 200 fois dans tous les médias». Barbara Lefebvre, l'une des chroniqueuses phare des «Grandes Gueules» (RMC) et «référence histoire de DDF», selon les mots d'Olivier Benkemoun, était également à compter parmi les convives. Et non des moindres, puisqu'on lui doit notamment l'animation d'un quiz s'amusant du génocide au cours: «Depuis le début de la guerre, si 55 000 personnes sont mortes à Gaza dont 50 % de civils, ça fait 10,4 % de civils gazaouis qui sont morts? 24,6 %? 1,3 %? [Ou] 5,2 %? [...] Allez! On va bientôt connaître le gagnant ou la gagnante!»

À l'œuvre depuis maintenant dix-neuf mois, cette ligne pro-israélienne des médias Bolloré décline sa désinformation sur tous les tons... et tous les supports. Tout au long du mois de mai, si la rédaction du JDD s'est illustrée par une invisibilisation des massacres à Gaza, elle a fait paraître un court article sur la «stratégie» israélienne et le sort de Benjamin Netanyahu, «seul face au piège de Gaza» (25 mai). Plus loquace, CNews déroule régulièrement son tapis rouge à Olivier Rafowicz – présent le 6 mai auprès de Laurence Ferrari, mais aussi les 27 et 28, dans d'autres émissions –, dont les interventions ne dépareillent pas avec celles des chroniqueurs. L'Union

10. Lire par exemple «Le gouvernement israélien ne doit plus bénéficier de la moindre impunité», *Le Monde*, 21 mai.

11. «J'apprécie que CNews et Europe 1 combattent pour la civilisation judéo-chrétienne»: Face à Laurence Ferrari, Benjamin Netanyahu félicite la ligne éditoriale des médias du groupe Bolloré, *PureMédias*, 24 oct. 2024.

12. «Gala de la Diaspora Defense Forces: 3h20 de propagande israélienne», Arrêt sur images, 10 juin.

européenne songe-t-elle à réviser son accord d'association avec Israël ? Gilles-William Goldnadel n'en revient pas : « *Le ratio de l'armée israélienne n'est pas meilleur ou n'est pas pire en matière de civils atteints que lorsque les pays alliés s'en prenaient à Daesh. Mais il s'agit de l'État juif...* » (CNews, 20 mai) Le vainqueur de l'Eurovision en appelle-t-il à l'exclusion d'Israël de l'édition 2026 du concours ? Paul Sugy, journaliste au *Figaro*, compare cela à l'assassinat de deux diplomates israéliens à Washington : « *Demander l'éviction d'un pays d'un concours de musique, c'est toujours moins grave que de tuer deux de ses ressortissants dans la rue, mais on voit bien qu'il y a une continuité maintenant, évidente, dans cette logique d'élimination d'Israël, partout. [...] On voit bien qu'Israël a un traitement de défaveur qui en fait effectivement un pays martyr dans le monde entier.* » (CNews, 23 mai) Même propagande sur Europe 1. Le ministre français des Affaires étrangères qualifie-t-il Gaza de « *mouroir, pour ne pas dire un cimetière* » à l'antenne de France Inter ? Déchaînement sur la station concurrente, où le journaliste Vincent Hervouët – responsable de l'édition internationale au JDD – tance « *un gouvernement dont la position sur Israël est maintenant applaudie par le Hamas. Un gouvernement qui partage la position des égorgeurs sur le droit international.* » (Europe 1, 21 mai) Et quand ils ne sévissent pas sur les canaux de la haine, les agitateurs déploient leurs forces sur les réseaux sociaux. Sur X (1^{er} juin), Céline Pina nous apprend par exemple que les « *les pro-Hamas* » « *se sont infiltrés partout : AFP, ONG, ONU...* », les secondes demeurant sa cible de choix – « *les ONG ont toujours menti sur Gaza* » –, tout particulièrement l'UNRWA, qualifiée de « *faux nez de l'organisation jihadiste* »...

Tenants d'une ligne qui, hier encore, correspondait en tout point au discours médiatique dominant, les médias Bolloré demeurent la vitrine de premier plan de la propagande israélienne. Comme on a pu le voir, ils sont néanmoins (très) loin d'en avoir

le monopole. L'inclination à défendre l'État d'Israël en toute circonstance est également particulièrement visible chez *Marianne*, où règne désormais l'ancienne journaliste de *Libération* Ève Szeftel, nommée en janvier 2025 à la direction de la rédaction par Denis Olivennes – président du conseil de surveillance de CMI France et actionnaire de l'hebdomadaire. Début juin, *La Lettre* rapportait que « *la Société des rédacteurs [du journal avait] reçu plusieurs remontées internes s'alarmant d'un virage dans le traitement du conflit israélo-palestinien* »¹³, dont le journaliste Quentin Müller donnait un aperçu en annonçant son départ de l'hebdomadaire un mois plus tôt : « *Il m'a été reproché, devant témoins, un "tropisme anti-israélien", de "trop couvrir la campagne israélienne au Moyen-Orient" dans mes sujets. Il m'a été dit qu'il faudrait, à l'avenir, intégrer deux impondérables : "Israël est une démocratie et il n'y a pas de génocide à Gaza".* » (X, 15 avr.)

Autant de directives qui ont largement transpiré dans les pages de *Marianne* tout au long du mois de mai. Le 7, outre une brève d'intérêt sur le fait que « *Netanyahou a peur pour sa sécurité* », la rédaction publie une « *enquête* » de l'illustre Nora Bussigny (*Le Point*, *Franc-Tireur*) – « *La France, sponsor d'ONG proches du Hamas* » –, relayant les initiatives de la députée macroniste Caroline Yadan à l'Assemblée nationale pour mieux dénoncer « *les outrances de la rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires palestiniens* », Francesca Albanese... Réduite à peau de chagrin, « *l'analyse* » de « *l'opération israélienne baptisée "Chariots de Gédéon"* » est déléguée le 15 mai à un « *militaire au sein de Tshal* » dont *Marianne* synthétise élégamment le point de vue – « *Israël ne sait plus faire la guerre* »¹⁴ – et dans l'édition du 22 mai, brièvement commentée comme une « *fuite en avant* » à travers l'interview d'un essayiste du quotidien *Times of Israël*. La couverture de la situation humanitaire à Gaza ? Deux paragraphes dans le journal du 15 mai, recueillant le témoignage d'une journaliste palestinienne. Quant à Ève Szeftel, lorsqu'elle ne s'emploie pas à débusquer les « *mensonge[s] grossier[s]* » de l'AFP coupable de ne pas avoir « *pri[s] en considération* » la propagande israélienne¹⁵, elle publie des éditos qui témoignent d'un sens très particulier des réalités. Le génocide à Gaza ? Un « *conflit entre deux belligérants dans lequel les civils sont pris au piège* ». La libération de la Palestine ? Un « *projet d'épuration ethnique de la population juive devenu un slogan branché et une raison de tuer* »¹⁶. Qu'on se le dise...

Du reste, *Marianne* n'est pas le seul hebdomadaire à faire relativement peu de cas de Gaza : depuis

13. « La couverture de la guerre à Gaza suscite des tensions chez Marianne », *La Lettre*, 4 juin. Lire aussi « Tensions à "Marianne" autour du traitement d'Israël et Gaza », Arrêt sur images, 17 juin et « Tensions sur la ligne à Marianne », Blast, 17 juin.

14. Au sein de la (mal nommée) rubrique « Marianne Décrypte » du journal, où sont accolés deux autres témoignages : celui de la mère d'un Israélien tué le 7 octobre 2023 et celui d'une journaliste palestinienne faisant état en deux paragraphes des conditions de (non) vie à Gaza.

15. « Tirs israéliens : quand l'AFP se trompe de cible », *Marianne*, 28 mai.

16. « "Free Palestine", du slogan branché au permis de tuer », *Marianne*, 28 mai.



qu'Israël a brutalement rompu le « cessez-le-feu » le 16 mars et jusqu'à la fin mai, en dehors de *L'Obs* (15 mai), aucun des sept autres principaux hebdomadaires généralistes¹⁷ n'a jugé utile de consacrer la moindre Une à la population palestinienne. Les questions internationales sont pourtant loin d'être reléguées au second plan, par exemple à *L'Express* qui, à la même période, leur consacre plus de la moitié de ses gros titres.

Difficile de conclure ce panorama sans évoquer le cas du *Parisien*, dont Acrimed a suivi à la loupe la couverture depuis le 7 octobre 2023¹⁸. Ayant assumé une ligne de soutien inconditionnel à l'égard de l'État d'Israël, le quotidien ne ménage que très relativement son positionnement. Le 20 mai, au sein d'une double page uniquement consacrée aux otages israéliens, le directeur adjoint de la rédaction Olivier Auguste décrète ainsi par voie d'éditorial que « *Benyamin Netanyahu a ses raisons de continuer, encore et encore, son offensive à Gaza. Les plus solides: comment les Israéliens pourraient-ils supporter l'idée de vivre à côté de l'organisation terroriste, dans l'angoisse d'une nouvelle attaque [...]* » Avant de toutefois lui adresser une requête : « *Parfois, la raison commande de montrer que l'on a du cœur. Netanyahu en a-t-il encore conscience ?* » Il en va là de la seule « inflexion » perceptible au sein du *Parisien*. En cause ? Les « fractures de la société israélienne », qui inquiètent particulièrement la direction et donnent donc naturellement le gros titre des quatre pages spéciales dans le numéro du 28 mai : « *Les tourments d'un pays devenu paria* ». Au menu ? « *La rancœur des Français d'Israël* » ; l'histoire d'un couple israélien qui « *s'install[e] en Europe pour "faire un break"* » ; un reportage d'une complaisance inouïe sur les juifs israéliens ultraorthodoxes qui, selon le témoignage mis en exergue par *Le Parisien*, « *ne sont jamais violents* »

même si « *leurs soutiens peuvent l'être* » ; le portrait de « *Moshe, la solitude d'un rêveur de paix* », père et grand-père d'otages israéliens. Et en queue de peloton, un court article de témoignage titré « *Palestiniens. "Je ne veux pas perdre un autre enfant"* ».

Coordinateur de ce dossier, Robin Korda relève bien qu'une large majorité d'Israéliens « *soutiendraient l'expulsion forcée des Palestiniens de Gaza* ». Mais les appels génocidaires qu'il recueille lui-même – « *Aujourd'hui, même mon père dit qu'il faut tous les tuer* » – sont commentés avec un relativisme qui en dit long : « *Une partie de l'âme d'une nation s'est évanouie le 7 octobre 2023. Le pays, incontestablement, s'est durci. L'instinct de survie a d'abord parlé. L'usure de voir partir ses enfants combattre pour une guerre qu'ils n'ont pas voulue a fait le reste.* » Las... Au mois de mai, les (deux) couvertures du quotidien sur la situation au Proche-Orient continuent d'être à l'image de ce tropisme pro-israélien, inflexible au sein de la rédaction.

Si certains commentateurs ont fait état d'une « évolution » du traitement médiatique au mois de mai, la recrudescence d'images et de témoignages en provenance de Gaza peine à masquer son invariant : une reprise massive de la propagande israélienne, légitimée ou explicitement soutenue par les grands médias. Faux « équilibre », confusionnisme, désinformation... : le naufrage continue, les pratiques journalistiques les plus délétères demeurant solidement ancrées au sein des rédactions. En témoigne d'ailleurs la couverture de l'agression de l'État d'Israël contre l'Iran, le 13 juin, où les réflexes médiatiques ont été instantanément réactivés, notamment à travers la reprise du lexique des « *frappes préventives* » pour qualifier les bombardements des autorités israéliennes, dédouanées par les experts médiatiques les plus en vue : « *Sur le dossier iranien, [...] le gouvernement israélien est à peu près dans le droit international et son offensive relève d'une véritable logique.* » (Frédéric Encel, BFM-TV/RMC, 16 juin) « *À peu près* »...

17. *Le Point*; *La Tribune dimanche*; *Macianne*; *Le JDD*; *Paris Match*; *Challenges*; *L'Express*.

18. « Gaza: les œillères et les partis pris du *Parisien* », *Médiacritiques* n°54, printemps 2025, p. 24.



T18, LE NOUVEAU JOUJOU DE DANIEL KRETINSKY



Le 6 juin 2025, la nouvelle chaîne de télévision T18, succursale du groupe CMI de Daniel Kretinsky (*Marianne, Elle, Franc-Tireur...*) est diffusée pour la première fois. L'occasion, pour celui qui anime l'émission de lancement – un certain Laurent Ruquier –, de mettre à l'honneur ses « patrons » : Denis Olivennes, président du conseil de surveillance de CMI France, Valérie Salomon, présidente de CMI France, et Christopher Baldelli, le président de la chaîne, sont tous trois présents en plateau. Aussi, quand Laurent Ruquier demande à Denis Olivennes « *c'est qui le patron, le vrai patron ?* », ce dernier ne se fait pas prier et sort la brosse à reluire : **Denis Olivennes** : *C'est un gars absolument fantastique, et je dis ça non pas par flagorne-rie, quiconque a travaillé avec lui le sait. C'est un garçon qui s'appelle Daniel Kretinsky, qui est tchèque mais qui est francophone et francophile [...], qui a construit en une vingtaine d'années un énorme groupe industriel européen dans l'électricité, la production d'électricité, mais qui est par ailleurs, par sa formation, par son esprit, par ses engagements, déterminé à favoriser, à aider la démocratie [...] et donc il a décidé d'investir dans des groupes de médias, de contenus. En France il est chez CMI, mais il est aussi chez Editis, qui est le deuxième groupe d'édition, là encore, avec l'idée du pluralisme, de l'indépendance et de la liberté.*

Ce n'était là qu'un début. En effet, ce « gars absolument fantastique », pour reprendre les mots de Denis Olivennes¹, Matthieu Croissandeau a eu « la chance de le rencontrer ». Interview préenregistrée, quatre questions en tout et pour tout, mais l'ancien directeur du *Nouvel Obs* a déjà pu montrer tout son savoir-faire : **Question n°1** : *Pourquoi vous vous lancez aujourd'hui dans la création d'une chaîne de télévision ? Qu'est-ce que vous en attendez ?* **Question n°2** : *Vous êtes attaché au débat, un débat constructif, pluraliste, j'allais dire apaisé. Pourquoi est-ce que c'est nécessaire aujourd'hui ?* **Question n°3** : *D'où vous vient votre intérêt pour la France ?* **Question n°4** : *Les journalistes, en France comme ailleurs, ils sont très attachés à leur indépendance. Comment vous concevez l'indépendance journalistique ? Attention, c'est enregistré !* « Indépendance », un mantra qui sera convoqué plusieurs fois au cours de l'émission. Mais qu'importe la cohérence... Il y a deux ans², nous alertions sur l'emprise croissante de Daniel Kretinsky sur les médias et l'édition. Depuis, l'Arcom a donc eu la riche idée d'attribuer une fréquence TNT au groupe CMI – écartant au passage d'autres projets (notamment celui porté par Le Média³). Un nouveau joujou pour le milliardaire tchèque... et une nouvelle

caisse de résonance pour les éditorialistes printanistes. Raphaël Enthoven, qui en avait défendu la candidature devant l'Arcom⁴, était d'ailleurs l'un des invités⁵ de la première émission de débat (« Pour tout dire », 6 juin). Kretinsky, Bolloré, Arnault, Bouygues, Saadé, Niel, Pigasse, Pinault et les autres : à quand une politique ambitieuse contre la concentration et la financiarisation des médias ? À quand une défense effective de l'indépendance des médias et du pluralisme de l'information ? ■

¹. Et plutôt que de se fier à Denis Olivennes, lire « Daniel Křetinský : une fortune basée sur les énergies fossiles », *Observatoire des multinationales*, 11 mai 2023.

². « Stopper Kretinsky (et les autres) », *Acrimed*, 21 juin 2023.

³. « L'objectif, c'est d'être un média de masse », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 42.

⁴. « TNT : l'Arcom remplace Cyril Hanouna par Raphaël Enthoven », *Arrêt sur images*, 24 juil. 2024.

⁵. « On a assisté au lancement de T18, la nouvelle chaîne de la TNT », *Libération*, 7 juin.

DE CORBYN À MÉLENCHON: «L'ANALOGIE EST ÉVIDENTE»

Entretien avec Thierry Labica, maître de conférences au département d'études anglophones de l'université Paris-Ouest Nanterre. Il est l'auteur de *L'hypothèse Jeremy Corbyn: Une histoire politique et sociale de la Grande Bretagne depuis Tony Blair* (Demopolis, 2019) et a coordonné, avec François Cusset et Véronique Rauline, l'ouvrage *Imaginaires du néolibéralisme* (La Dispute, 2016).¹

Acrimed Depuis des mois, et même des années, Acrimed documente l'acharnement médiatique contre La France insoumise et singulièrement contre Jean-Luc Mélenchon. Sa volonté de rompre avec les orientations néolibérales, sécuritaires et atlantistes de la gauche de gouvernement lui valent, notamment depuis qu'il a supplanté le PS en 2017, l'hostilité de tous les médias, même «de gauche». Avant de revenir sur les mésaventures médiatiques de Jeremy Corbyn, parvenu entre 2015 et 2020 à la tête du Labour avec un programme de rupture assez similaire à celui de LFI, pourrait-on remonter un peu dans le temps, dans les années 1980, pour voir comment les médias de gauche avaient réagi au Thatcherisme?

Thierry Labica Dans les années 1960-1970, l'événement politique principal de l'année c'était le congrès syndical, où les responsables politiques se rendaient, où les politiques industrielles étaient négociées dans un cadre cogestionnaire, où les grandes annonces étaient faites. Une catégorie bien spécifique de journalistes couvrait ces congrès: les correspondants industriels. Et les correspondants industriels, c'était la fine fleur

du journalisme politique. Or dans les années 1980, il se passe quelque chose d'assez important dans le champ de l'audiovisuel: il y a un mouvement de reflux de cette catégorie particulière de journalistes. Et ça a des conséquences très importantes dans le contexte de luttes du monde du travail contre la révolution désindustrielle thatcherienne. Le moment charnière et le mieux connu est celui de la grève des mineurs de 1984-1985, qui est vraiment un épisode seuil à tout point de vue, symbolique, économique, politique, etc. Les mineurs sont un emblème de l'histoire industrielle nationale et 1984, c'est le moment où le Thatcherisme remet en question toutes les grandes institutions du compromis social d'après-guerre. Au même moment, dans les médias disparaissent les gens les plus qualifiés pour parler des conflits du monde du travail, des relations entre les syndicats et le gouvernement, avec une expertise sur la question des politiques industrielles, des négociations, des grèves, etc. Résultat: le discours désormais dominant construit la classe ouvrière désindustrialisée comme un milieu complètement relégué, voire criminel. Et cette disqualification, cette relégation symbolique des mineurs, en l'occurrence, c'est aussi quelque chose qui concerne l'ensemble du monde ouvrier, l'ensemble du monde syndical.

¹. Cet entretien a été publié initialement sur le site d'Acrimed le 26 août 2024.

Cette criminalisation, elle est explicite lors de la grève de 1984, par exemple avec l'épisode d'Orgreave. Orgreave, c'est un lieu près de Sheffield où il y a eu un piquet de grève très, très important en juin 1984 qui a abouti à une bataille rangée. Or, quand la BBC a montré les images d'Orgreave, elle a inversé l'ordre du montage. C'est-à-dire qu'elle a montré les mineurs en train de caillasser la police, qui ensuite a chargé. Et finalement il y a eu des excuses après coup sur le mode : « On s'est trompés, on a monté la séquence à l'envers ! C'est la police qui a chargé en premier ». Les médias orientaient clairement leur couverture sur une responsabilité des mineurs dans la violence, le chaos, etc.

On sait aussi que dans la communication interne du gouvernement Thatcher, pour les ministres et leurs conseillers, les mineurs étaient régulièrement considérés comme des nazis. Il y a un conseiller important de Thatcher (David Hart) qui lui dit :

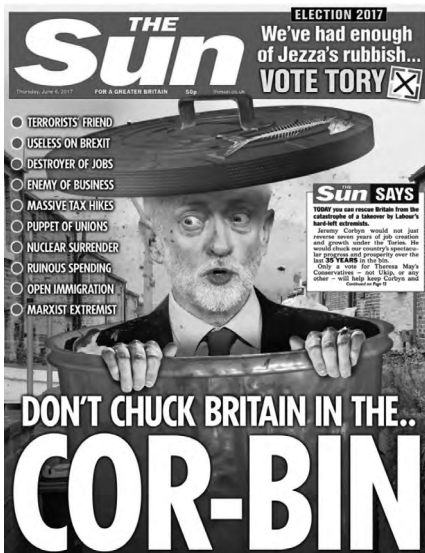
« Je suis allé voir à tel endroit ce meeting avec Arthur Scargill qui était le porte-parole du syndicat des mineurs, le NUM [National Union of Mineworkers], j'avais l'impression d'être à Nuremberg. ». Chose intéressante ; dans la même période, le *Sun* – ce grand journal à scandales, sensationnaliste, très, très à droite, propriété de l'empire médiatique de Rupert Murdoch, et qui tire à des millions d'exemplaires – avait décidé de faire une première page pendant la grève montrant Arthur Scargill faisant

apparemment un salut hitlérien, avec en gros titre : « Mine führer » (jeu de mots sur « mine/mein führer »). Or, à cette époque-là, les journalistes du *Sun* avaient refusé de publier cette Une – une prise de position politique et professionnelle dont je ne connais pas d'équivalent ultérieur. Dès 1984, on voit déjà une mobilisation de motifs relatifs à l'antisémitisme, au nazisme. Mais pas encore de manière complètement déployée dans le champ médiatique : en 1984-85, on était encore en temps de guerre froide et l'association avec « Moscou » restait l'accusation dominante. Le syndicat national des mineurs (NUM) fut donc prioritairement la cible de « révélations » – totalement démontées quelque temps plus tard – sur l'« argent de Moscou » ou provenant de la principale figure « terroriste » de l'époque, le dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi.

Le traitement médiatique des travaillistes sous Corbyn, et de Corbyn lui-même, était quasi universellement défavorable.

Il y a toutes sortes d'autres choses qui sont mobilisées pour disqualifier et criminaliser. On peut citer, en 1989, l'épisode du stade de Hillsborough à Sheffield où eut lieu une rencontre de football entre Liverpool FC et Nottingham Forest. Suite à une gestion policière catastrophique de la foule se pressant à l'entrée du stade, 97 personnes périrent dans des conditions particulièrement horribles. Le lendemain, la presse à scandale, le *Sun* en tête, fait une page sortie du fond des enfers : des fans auraient volé des victimes, auraient uriné sur la police « courageuse », auraient agressé des policiers tentant de ranimer des personnes évanouies. Et cette couverture médiatique reçoit une validation politique de Thatcher affirmant que la police a fait de son mieux, etc. C'était tellement inqualifiable qu'il a fallu qu'un Premier ministre, 23 ans plus tard (en 2012) fasse des excuses publiques, en séance parlementaire, pour les dissimulations et mensonges de la police, la diffamation journalistique, l'acharnement de la presse et des médias contre les victimes et leurs familles. Cela dit, trente-deux ans plus tard, en 2021, aucun responsable n'avait encore été poursuivi, à l'exception du responsable de la sécurité du stade qui a reçu une amende de 6 500 livres sterling.

Au passage, le terme de « criminalisation » n'est pas le mien. C'est le nom d'une politique mise en œuvre en Irlande du Nord par les travaillistes à partir de mars 1976 et poursuivie avec une ferveur fanatique par Thatcher dans les années 1980. Les prisonniers de l'IRA, de l'INLA (autre organisation paramilitaire républicaine) incarcérés dans la grande prison de Maze voient leurs droits spécifiques de prisonniers à caractère politique retirés. « Criminalisation » fut l'appellation même de cette stratégie (qui certes n'était pas dépourvue de précédents). On ne fait plus de politique : la question républicaine en Irlande du Nord était désormais affaire de criminalité et un peu plus tard, en réponse à la grève de la faim de Bobby Sands, détenu dans la prison de Maze, Thatcher déclara : « *Crime is crime is crime. It is not political.* » On était donc dans une séquence de durcissement politique marqué par la réduction criminelle, dans le champ politique et dans le champ médiatique, des deux grands adversaires du pouvoir néoconservateur des années 1980, c'est-à-dire le mouvement indépendantiste irlandais en Irlande du Nord, et le mouvement syndical dans sa composante la plus combative.



**Donc, c'est sous le
thatchérisme que naît cette
hostilité systématique des
médias envers la gauche
traditionnelle, attachée à la
défense du monde ouvrier.**

Disons qu'il y a un moment propre aux années 1980. Un exemple (avec celui de la grève de 1984) est la campagne extrêmement virulente contre la gauche du parti travailliste. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, émerge un dirigeant très

à gauche: Tony Benn, une figure de premier plan, qui a évolué vers la gauche au fil de sa carrière. Ministre de l'Industrie en 1975-1976, il brigue ensuite la direction du parti. Il y a donc le risque de voir le Labour dirigé par une figure emblématique, pas juste travailliste, mais dans une tradition explicitement socialiste, avec des liens avec la gauche radicale anticapitaliste, avec des références au marxisme, aux grandes expériences de contrôle ouvrier des années 1970 en Grande-Bretagne, elles-mêmes parfois inspirées par les expériences yougoslave, portugaise ou de la jeune Algérie indépendante. Tony Benn proposait un programme: l'Alternative Economics Strategy, la stratégie économique alternative. Et il y a de bonnes raisons de penser que la formule célèbre de Margaret Thatcher, « Il n'y a pas d'alternative », n'était pas seulement une formule générale pour imposer une norme néolibérale exclusive, les privatisations, etc., mais résonnait aussi dans le contexte proprement britannique, en réponse à une certaine radicalité qui s'était exprimée au cours des années 1970 et qui se prolongeait alors dans la « stratégie économique alternative », le programme de rupture associé à Tony Benn.

Donc l'hostilité à Benn, c'est une hostilité à la gauche, une gauche qui représente vraiment une menace. D'ailleurs, les médias en prennent la mesure: on parle alors de la « *loony left* », de gauche cinglée, et dans les journaux, on voit Tony Benn, Ken Livingstone et une série d'autres dirigeants pris en photo au moment le plus défavorable, où ils ont l'air vraiment dingues. Il s'agit d'écarter ce danger, et ce danger va être écarté lorsque Neil Kinnock prendra la tête du parti dans les années 1980.

Il faut dire que tout ceci n'est pas sans précédent, là encore. Il faudrait parler du rôle de la jeune BBC face à la grève générale de 1926; à celui du *Daily Mail* et sa fausse « lettre de Zinoviev » aux travaillistes à la veille des élections d'octobre 1924; aux rumeurs d'espionnage pour le compte de l'URSS dirigées contre le Premier ministre travailliste, Harold Wilson, à la fin des années 1960.

Les années 1980 représentent un seuil dans cette histoire et dans les années 1990, on peut parler d'un basculement et d'un délitement de tout l'héritage ouvrier du XXe siècle et de cette espèce de pilier syndical de l'État britannique d'après-guerre – il y avait quand même 13,2 millions de syndiqués en 1980! Au gré de la désindustrialisation, de la montée du chômage de masse et des lois antisyndicales, il y a un reflux de cette construction sociale et politique gigantesque, centrale dans la culture politique britannique, et ce reflux devient une véritable relégation symbolique dans des médias appliqués à célébrer la nouveauté de la fin de la guerre froide et de la disparition des bastions du monde ouvrier le plus familier.

**C'est sur ce terreau que Tony
Blair arrive au pouvoir.**

Blair est élu avec une forte majorité absolue en 1997. Blair est soutenu médiatiquement par le principal soutien historique de la droite, c'est-à-dire Rupert Murdoch et le journal le *Sun*. Quand Blair est élu, le *Sun* fait une première page où il titre: « *It's the Sun wot won it* ». C'est une expression d'anglais oral un peu *cockney*, un peu familière, qui signifie: « C'est grâce à nous ». Donc quand on dit « Blair, c'est la droite », ce n'est pas juste des procès d'intention. Dans le succès médiatique de ce néo-travaillisme, il y a une espèce de fétichisme du nouveau, c'est la nouvelle économie, le nouvel ordre post-guerre froide après la chute du Mur, etc., on est encore dans ce moment-là de triomphalisme et il y a un réalignement médiatique sur cette « gauche moderne ». Pourquoi elle est moderne? Parce que Blair fait abolir dans un vote du Congrès la clause IV de la constitution du parti travailliste qui disait de manière vague que le parti travailliste visait la propriété commune des moyens de production. Cette formule censée représenter l'ambition « socialiste » du travaillisme faisait signe en direction de politiques de nationalisation, d'étatisation, sans que l'on puisse même parler de socialisme d'État. En tout cas, symboliquement, le renoncement formel à cette clause IV était le signal d'une

«modernisation», où le marché, la libre concurrence, l'entreprise étaient maintenant mis au centre, c'est ça qui compte!

Et comment les médias de gauche réagissent-ils à ce moment-là?

Les médias de gauche, c'est quoi, en Grande-Bretagne? Souvent, on pense que dans la presse, le média de gauche, de centre gauche, principal serait le *Guardian*. Et l'*Observer*. Au vu des dernières années, on a du mal à se dire ça. Au *Guardian*, qui est une expression du centre gauche travailliste, on peut parfois trouver des travaux d'enquête très poussés, la révélation de vraies affaires, des choses magnifiques sur le plan journalistique. Après, il y a ce qui relève de la routine informationnelle qui n'est pas du tout du même ordre et qui est finalement très conformiste.

Le meilleur exemple que je peux donner c'est le magazine du parti communiste britannique. Historiquement le PC britannique a toujours été très petit mais influent, notamment dans le monde syndical. Et surtout, son magazine *Marxism Today* avait à la fin des années 1980 et au début des années 1990 un rayonnement énorme, jusqu'à voir des ministres conservateurs lui donner des interviews. On pouvait y lire des articles de célébrités de la gauche intellectuelle comme Eric Hobsbawm ou Stuart Hall. Eh bien, même cette revue a contribué à une espèce d'illusion blairiste. Même pour Eric Hobsbawm, le grand historien lié au PC, comme pour beaucoup de gens dans le milieu intellectuel et en lien avec la presse classée à gauche en Grande-Bretagne, il y a une espèce d'adhésion à cette nouveauté travailliste qui prend acte de la chute du Mur, qui prend acte de la désindustrialisation de l'économie britannique et surtout qui permet d'en finir avec un pouvoir conservateur détesté et continuellement au pouvoir pendant 18 ans. Donc il y a une espèce de consensus autour de l'émergence du néo-travaillisme qui veille de son côté à maîtriser son image: les dépenses de communication du gouvernement Blair sont le double de celles de Thatcher qui en faisait déjà beaucoup en la matière.

Et après la longue nuit blairiste, on arrive en 2015 avec l'accession de Jeremy Corbyn à la tête du Labour. Il est en butte à l'hostilité des médias d'emblée?

Quand Corbyn arrive à la tête du parti en 2015, on pense d'abord que ce type-là ne sera jamais élu; les parrainages de parlementaires travaillistes lui ont permis de briguer l'investiture pour pouvoir afficher

un certain pluralisme. Mais assez rapidement, et contre toute attente, il y a un engouement énorme. Certains commencent à angoisser. Commencent à resurgir «la gauche radicale», les dangers qu'il ferait courir à l'économie, à la défense du pays et les connexions avec l'Irlande: c'est «l'ami des terroristes irlandais». Mais ça, ça ne marche plus car pour toute une génération, c'est dépassé, c'est les années 1970, ils s'en fichent. Voire, quand ils savent des choses sur les années 1970, ils estiment que c'était pas mal sur plein de questions: de logement, de salaire, de politique sociale, etc. Et puis Gerry Adams et le Sinn Féin étaient devenus des acteurs politiques électoraux légitimes et de premier plan. Donc tout ça ne marche pas, alors on l'attaque aussi sur le fait qu'il soit soutenu par une gauche radicale, soi-disant violente, qui pratiquerait l'intimidation, avec de vraies fabrications de faux événements.

Les activistes de la Media Reform Coalition, sorte d'équivalent britannique d'Acrimed, ainsi que plusieurs études d'universitaires qui ont fait un travail quantitatif sur de gros corpus et de longues périodes

Il y a une disqualification sociale et symbolique qui est très forte.

ont montré que le traitement médiatique des travaillistes sous Corbyn, et de Corbyn lui-même, était quasi universellement défavorable. Dès 2015, le *Guardian* a été absolument complice de ce sabotage, et le restera de bout en bout. Dans la presse sérieuse, il y a le journal *The Independent*, qui a assez longtemps traité Corbyn et la gauche corbyniste de manière plutôt objective. Mais à un moment, ça s'arrête et on a quelque

chose qui ressemble à une reprise en main et un alignement sur la campagne anti-Corbyn.

Globalement, jusqu'à 2017, on met l'accent sur l'incompétence de Corbyn, «le type qui ne saura pas faire». Non seulement son incompétence mais comme il est issu de la circonscription londonienne de Islington, jadis quartier très populaire devenu un quartier qu'on appellerait «petit-bourgeois de gauche», on lui reproche d'être élu par une jeunesse plutôt diplômée, déconnectée des «réalités» du «pays profond» – sur une variation des malheurs de la «classe ouvrière blanche». Donc subitement, le reste de l'échiquier politique trouve que les ouvriers, c'est super, et que les jeunes diplômés sur les bancs de la fac sont dans leur bulle, ne connaissant rien à l'authenticité ouvrière. Et dans les médias infuse cette idée que Corbyn conduit à la catastrophe parce qu'il est soutenu par de petits groupes marginaux,

de nantis, et notamment, au sein du parti travailliste, par Momentum qui a été fondé pour soutenir sa campagne et qui serait composé d'une jeunesse bobo, des « extrémistes » déconnectés.

Il y a un premier test électoral à la toute fin de l'année 2015 avec une élection partielle dans une circonscription du nord du pays et l'on pense que ce sera le début de la fin pour Corbyn qui est censé essuyer un revers. Le journaliste du *Guardian* va faire un reportage sur place : c'est le nord, il pleut, les gens sont pauvres, ils sont cons mais on les aime parce que de toute façon, ils détestent la gauche – bref, tous les clichés y passent et ces médias prédisent une grosse claque pour la gauche travailliste. Or, le candidat soutenu par Corbyn est élu à une large majorité et à chaque nouvelle élection, l'échec attendu – et espéré par la grande majorité du parti travailliste parlementaire – n'arrive pas.

Quand arrivent les législatives anticipées en juin 2017, dans les sondages ça se présente mal, tout le monde est très content, pensant qu'il va se prendre une raclée et sera enfin obligé de laisser la place. Mais à mesure que l'élection approche, les travaillistes remontent, Theresa May commet des maladroites terribles, et le jour du vote le parti travailliste connaît sa plus forte progression électorale depuis 1945, en gagnant des circonscriptions qu'il n'avait jamais réussi à prendre. Et il réussit ça malgré un acharnement de tous les médias : « Corbyn l'incompétent », le « non premier ministrable », la « calamité », « l'hiver nucléaire », la « fin du débat démocratique en Grande-Bretagne », etc. Cela dit, la campagne électorale impose d'accorder un temps de parole qui permet à cette gauche de s'adresser plus directement au pays, et le programme anti-austérité, ainsi que l'engagement à respecter l'issue du référendum sur le Brexit acquièrent une très large audience.

Justement, cette série de bons résultats électoraux ne lui offre pas un certain répit sur le terrain médiatique ?

Non, ça ne cesse jamais. Non seulement Corbyn est de gauche, mais en plus il est issu d'un milieu de petite classe moyenne populaire, qui n'a pas fait les écoles classiques de l'élite politique. On est en Grande-Bretagne, et Corbyn n'est pas un produit de ce gros résidu aristocratique, nobiliaire. Tant que ces gens sont sur les arrières bancs du Parlement ça va encore, mais l'idée qu'ils puissent arriver à Downing Street... Il y a une disqualification sociale et symbolique qui est très forte. Boris Johnson a, lui, la particularité

d'être tellement l'homme du sérail que ses bouffonneries et ses outrances sont acceptables, ses saillies formidablement sympathiques. Une personne jamais sérieuse, qui déconne, qui arrive décoiffée avec sa tasse de thé, une espèce de caricature de nobliau excentrique sorti d'une comédie du genre « Quatre mariages et un enterrement ». Donc ça, pas de problème ; mais Corbyn, jamais de la vie !

Mais c'est vrai qu'après cette presque victoire en 2017, la progression électorale des travaillistes est telle que personne ne songe à lui demander de quitter la tête du Labour. D'habitude c'est « tu perds, tu pars », là non. Par ailleurs, dans les mois qui vont suivre, la structure bureaucratique au service de la direction du parti qui est entièrement acquise au blairisme va être renouvelée avec l'arrivée d'une nouvelle secrétaire générale, Jenny Formby, issue du monde syndical, proche de Corbyn, et de beaucoup de gens loyaux. La direction du parti paraissait donc en bien meilleur état de marche pour permettre une victoire prochaine.

D'où, après une brève période d'accalmie post-électorale, une reprise des attaques. Par exemple, vers février-mars 2018, se répand la rumeur selon laquelle Corbyn était un agent des services de renseignement tchécoslovaques en 1986. C'est un député conservateur qui a sorti ça. Il y a eu une démarche en justice, il s'est pris une amende de 30 000 £, ça s'est réglé comme ça, mais ça a duré 15 jours. Et le truc est tellement énorme que même les médias les plus hostiles n'ont pas trop insisté dessus. Mais à peu près dans les mêmes semaines (vers mars 2018), « Newsnight » – un programme de commentaire politique de la BBC – utilise en arrière-plan, pendant toute la durée de l'émission, une image de Corbyn avec une casquette genre bolchévique sur fond de Kremlin rougeoyant... Mais ça, ce n'est rien en comparaison de l'extrême virulence du programme documentaire phare de BBC 1, « Panorama », diffusé à l'été 2019, sur l'antisémitisme dans le Labour quelques mois seulement avant les élections de décembre 2019. Il faut regarder l'indispensable documentaire – « The Labour File » – qu'Al Jazeera a consacré à cet épisode, entre autres.

Est-ce que les médias français s'intéressent alors à ce qui passe chez les travaillistes, et si c'est le cas est-ce qu'ils sont aussi hostiles à Corbyn que leurs confrères britanniques? Parce qu'en France, à la même époque, Mélenchon qui a fait près de 20% à la présidentielle, est en permanence dans le collimateur des médias.

Le parti travailliste qui avait environ 200 000 militants en 2015 se retrouve avec près de 600 000 militants deux ans plus tard, au moment où la plupart des autres partis sociaux-démocrates européens sont mal en point. Il se passe donc quelque chose d'énorme. Dans les médias français, ce phénomène n'a éveillé aucune curiosité. Compte tenu de l'état du PASOK grec, du PS en France, alors qu'à un moment, ces partis sociaux-démocrates étaient hégémoniques en Europe, la singularité britannique aurait dû susciter un intérêt certain. Mais non, rien. Il y en a qui ont quand même réussi à se distinguer dans la malfaisance, je me souviens, par exemple, des chroniques de Claude Askolovitch, d'une hargne effrayante.

Pour ce qui est de la comparaison avec Mélenchon et LFI, l'une des grandes différences c'est que Corbyn est à la tête d'un énorme parti de la social-démocratie historique, qui est là depuis près de 120 ans et qui est forcément appelé à exercer le pouvoir dans un système bipartisan. Donc en termes de structuration politique et institutionnelle, la différence est considérable avec la France. Mais globalement, on voit que les situations sont très similaires. Comme dans le cas de Corbyn, Mélenchon est construit en point de cristallisation de tous les malaises de la société française. L'autre jour, j'entends dans la matinale de France Culture le gars qui fait un petit billet politique tous les matins, qui est toujours très gentil et très agréable, mais qui reprend l'antienne selon laquelle Jean-Luc Mélenchon «a brutalisé le débat politique». L'élément de malaise et de brutalisation du débat politique, c'est Jean-Luc Mélenchon. Les gens qui ont perdu une main ou un œil dans des manifestations de Gilets jaunes, les dirigeants politiques qui ont utilisé plus de vingt fois le 49.3, l'extrême droite qui a sa chaîne d'info, tout ça, ce n'est

pas une brutalisation du champ politique! Mais que Mélenchon ait un ton polémique, c'est insupportable, c'est ça la violence... Son bilan de la semaine sur son blog, c'est une contribution au débat politique en termes de contenu, en termes d'information qui est quand même d'assez haut niveau, que l'on soit d'accord ou pas. Pourtant, le cadrage médiatique archi dominant c'est que c'est lui, Mélenchon, «l'élément toxique de la situation». Et se greffe là-dessus un certain choix des mots qui trahirait une espèce de fond d'antisémitisme. Ça fait des années que ça dure mais depuis le 7 octobre 2023 ça a ressurgi très fort et cela participe, entre autres éléments, à l'analogie avec Corbyn entre 2017 et 2019 en particulier.

Tu peux nous expliquer comment et pourquoi ces accusations d'antisémitisme contre Corbyn ont surgi à l'époque?

À partir de 2017, il y a ces trois facteurs: augmentation des effectifs, mise en cohérence de l'appareil et progression électorale importante. Les corbynistes semblent avoir réussi à remettre le parti en ordre de marche pour revenir au pouvoir. Et c'est là que l'on passe à un ciblage concentré et systématique sur la question de l'antisémitisme, tout le reste n'ayant pas fonctionné jusqu'ici.

En mars 2018, commencent les marches du retour à Gaza. Et il y a ces images terribles des militaires israéliens qui abattent comme des animaux des gens qui marchent avec des drapeaux jusqu'à la frontière.

Il y a environ 250 morts et des dizaines de milliers de blessés sur un peu plus d'un an. Corbyn est identifié comme un pro-palestinien historique. Il n'est pas un soutien complet du mouvement BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) mais on le juge quand même pas mal en phase. Il faut bien avoir en tête que le Palestine Solidarity Campaign, qui est l'un des plus gros mouvements anticoloniaux au monde et qui est à l'origine des grandes manifestations qu'on a vues ces derniers mois, est identifié comme très en lien avec Corbyn. Et comme traditionnellement, historiquement, la classe politique et les médias sont très pro-israéliens en Grande-Bretagne, il va donc falloir à la fois bloquer Corbyn et neutraliser les images qui viennent de Gaza. Donc plutôt

Une rumeur persistante, où aucune des accusations ne tient sérieusement mais où chacune contribue à entretenir un bruit permanent.

que de parler de Gaza, on va dire «Corbyn est antisémite, et toute la gauche autour de lui, élus et camarades juifs et juives inclus, sont des antisémites», et ce à tout propos. Les exemples sont sans fin, mais je peux en donner un ou deux.

L'un des premiers scandales autour du prétendu antisémitisme de Corbyn, c'est un truc qu'il faudrait toujours rappeler. En avril 2018, Corbyn est invité au repas de Pessah par une organisation juive très à gauche et religieuse: Jewdas. Jewdas est vraiment dans la tradition de la gauche radicale juive, si centrale dans l'histoire de la gauche radicale européenne, et clairement antisioniste. Et c'est rapporté ainsi: il va fêter une fête juive avec des antisémites, et des gens (des Juifs pratiquants) qui pourraient encourager l'antisémitisme. Corbyn aurait commis une terrible erreur de jugement en acceptant leur invitation «à ce moment-là» (comme si plus tôt ou plus tard y aurait changé quoi que ce soit!). Et c'est parti! Ça a été un des épisodes marquants du scandale. Et des exemples comme ça, ridicules, on peut les multiplier.

Un des premiers axes d'attaque, dans l'été qui a suivi, fut autour de l'IHRA (l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste) et de la définition de l'antisémitisme qu'elle reprend, assortie de onze exemples. À ce stade, cette définition avait été adoptée par neuf États dans le monde, dont Israël. C'est une définition qui a été rejetée par son concepteur même, Kenneth Stern, aux États-Unis, après avoir constaté l'usage qui en était fait sur les campus américains pour empêcher les gens de débattre sur la question palestinienne, notamment parce que sur les onze exemples utilisés, sept font l'amalgame entre critique d'Israël et antisémitisme. Pourtant on assiste à une campagne pour dire que le parti travailliste doit adopter cette définition pour apporter la preuve qu'il n'est pas antisémite. Les travaillistes disent «on va regarder», la pression est super forte, c'est le feuilleton de l'été 2018. Ils disent: «on peut adopter la définition mais on ne va pas garder tous les exemples parce qu'ils posent problème, notamment en termes de liberté d'expression». Et le seul fait qu'ils disent que ça va poser problème suscite des critiques, on entend: «le parti travailliste, la gauche travailliste, Corbyn, ne veulent pas entendre parler d'une définition de

l'antisémitisme, et donc c'est qu'ils sont antisémites». Pour vous donner une idée de la teneur et du niveau des débats, je me rappelle avoir écouté une fameuse émission de la BBC («Women's Hours», Radio 4) dans laquelle Margareth Hodge, qui est une vieille députée travailliste plutôt gauchiste dans les années 1970, mais devenue très droite et pro-israélienne, affirme que c'est incroyable que le parti ne veuille pas adopter cette

définition parce qu'elle explique qu'il y aurait «des tonnes de pays qui l'auraient déjà fait» («*tons of countries*») – alors qu'ils sont moins de dix en réalité à l'époque... C'est un mensonge caractérisé, de la pure désinformation, mais sans aucune correction d'aucune sorte de la part de l'intervieweuse.

Ce qui est intéressant, c'est que le parti libéral démocrate britannique a des élus qui sont clairement pro-palestiniens et qui ont eu un débat sur cette définition. Et il n'en a jamais été question une minute dans les médias britanniques. Le gros de la critique a porté sur les travaillistes, a été nourri de l'intérieur du parti par des composantes opposées à Corbyn et entretenu par l'inertie médiatique.

Cet épisode a cristallisé toutes ces thématiques-là. Il a permis ensuite de créer une rumeur persistante, où aucune des accusations ne tient sérieusement mais où chacune contribue à entretenir un bruit permanent. Alors je vous donne encore quelques exemples. Il y a cette élue issue de la gauche socialiste au sein du parti travailliste, Jo Bird, une femme très à gauche qui revendique sa judéité. Dans un meeting, elle fait une plaisanterie. Elle dit que les procès en antisémitisme contre le Labour sont injustes, qu'il faut que les gens aient droit à un procès équitable. Et en anglais, on dit procédure équitable, due process, c'est-à-dire un processus respectueux des règles internes du cahier des charges travailliste. Elle fait un jeu de mots: en anglais due process ça ressemble à jew process. Elle fait ce jeu de mots là, qu'on pourrait considérer tout à fait inoffensif, et tu pourrais même dire qu'elle fait appel à une éthique juive de la justice. Ce jeu de mot est devenu une nouvelle nationale! La gauche corbyniste vient encore de faire la preuve de son antisémitisme! Ça ne dure pas très longtemps, mais c'est une nouvelle nationale jusqu'à la suivante.

L'analogie avec ce qui se passe pour La France insoumise, et en particulier pour Jean-Luc Mélenchon, est évidente, la ressemblance est absolument frappante.

Autre exemple: Corbyn fait le débat de fin de campagne avec Boris Johnson, et à un moment, il parle de l'affaire Epstein, le pédophile ami des puissants aux États-Unis et ailleurs. En anglais, ça se prononce Epstine, et Corbyn prononce Epstaïne. Et là sur Twitter un comédien assez connu dit «Corbyn ne peut pas s'empêcher d'ostraciser les Juifs» (*othering Jews*). D'autres gens répondent «ben non, mon nom vient de d'Allemagne, d'Europe centrale, c'est comme ça qu'il faudrait prononcer», et donc tu as un débat là-dessus.

Dernière anecdote: dans sa circonscription, où il y a des synagogues et des organisations juives qui le soutiennent depuis toujours, il y a un type qui a longtemps organisé des commémorations du massacre qui a eu lieu dans le village palestinien de Deir Yassin en 1948, Paul Eisen. Or, ce type a fini par virer négationniste. Mais Corbyn bien avant cela, et comme beaucoup d'autres, avait contribué financièrement aux commémorations avec toutes sortes de gens, dont certains rabbins, des laïques, des religieux, etc. Eh bien Corbyn est accusé d'être proche des négationnistes! On se dit que ça ne va pas être trop difficile de voir que cette accusation ne peut pas tenir parce qu'on retrouve en ligne la lettre du cabinet de Tony Blair, au même mec, Paul Eisen, pour s'excuser de ne pas pouvoir être présent et pour le remercier de l'organisation de cet événement.

Et bien entendu, jamais un seul mot, nulle part, sur les expressions répétées de soutien à Corbyn des personnes et organisations juives, à commencer par celles de sa circonscription, en Grande-Bretagne et ailleurs dans le monde.

Voilà, je pourrais continuer quasiment à l'infini. L'analogie avec ce qui se passe pour La France insoumise et, en particulier pour Jean-Luc Mélenchon, est évidente, la ressemblance est absolument frappante. Et on se rappelle que Sanders aux États-Unis y avait eu droit aussi...

Et finalement, c'est sur cette question qu'ils vont finir par avoir sa peau après la défaite électorale de 2019, jusqu'à l'exclure du parti travailliste.

Oui, aujourd'hui, il est député indépendant, il a été suspendu, puis réintégré par le comité exécutif national, mais Starmer a décidé de l'exclure quand même en contravention de toutes les recommandations qui avaient été faites dans le rapport que Corbyn n'a même pas contesté. Corbyn a dit bien sûr que l'antisémitisme existe, il n'est pas question de

le contester, mais que son ampleur dans le parti travailliste a été vastement exagérée. Ce qui est absolument et indéniablement vrai. En dehors de Corbyn il y en a un paquet d'autres qui ont été soit rappelés à l'ordre, soit exclus. L'autre cas célèbre, c'est Ken Loach, quand l'Université libre de Bruxelles (ULB) a voulu lui remettre un titre de docteur Honoris causa, il y a même eu une campagne pour dire qu'il était négationniste. Alors il y a bien sûr des réactions contre ça de tout un tas d'organisations de gauche, par exemple tu as la Jewish Voice for Labour, ce sont des gens qui ont leur site, qui contre-argumentent en permanence et qui défendent des positions de gauche antisioniste, mais la question c'est que ça ne passe pas le seuil du *reporting*, ça ne perce pas dans les grands médias.

Et pour finir, est-ce que tu peux nous dire un mot de la situation actuelle? Keir Starmer était soutenu par le Sun, le parti travailliste complètement recentré – à tel point qu'un éditorialiste célèbre du Guardian a annoncé rendre sa carte du parti –, est-ce qu'on est repartis pour vingt ans d'une resucée de blairisme?

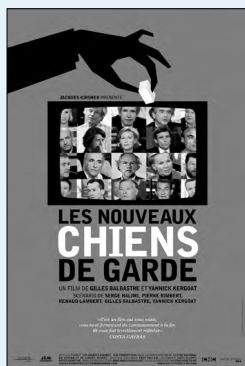
La réélection de Corbyn dans sa circonscription, avec une très large majorité, et contre une campagne du Labour très déterminée à l'éliminer enfin complètement de la scène politique met un peu de baume au cœur. L'élection de quatre autres indépendants pro-palestiniens positionnés contre le Labour inconditionnellement pro-Israël, est aussi un motif d'encouragement. À quoi il faut ajouter que le Labour 2024, «responsable», ouvertement repositionné à droite sur un ensemble de questions, et qui a donc fait l'objet d'un traitement médiatique tout à fait bienveillant, obtient 500 000 voix de moins qu'en 2019, défaite de Corbyn dramatisée, présentée comme la pire de l'histoire travailliste, afin de mieux justifier le réalignement droitier du parti et de préparer l'exclusion de ses composantes plus à gauche. Bref, il y a quelques leçons encourageantes à tirer de cette affaire, et malgré les apparences dues au mode de scrutin (qui induit une distorsion sans précédent entre vote et majorité parlementaire), on doit constater que manifestement, le Labour de Starmer, même après 14 ans d'agression sociale et d'extrémisme tory, ne fait pas rêver, pour dire le moins, et on est très, très loin de l'euphorie qui avait accompagné pour un temps la première élection de Blair en 1997. ■

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous !



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base: **40 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

☐ Tarif normal France: **20 €**

☐ Tarif précaires France: **10 €**

☐ Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

☐ Le DVD « Les Nouveaux Chiens de garde »: **18,40 €**

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **13 €**

☐ Le livre « *Au nom de la démocratie votez bien!* », aux éditions Agone: **15 €**

☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **15 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

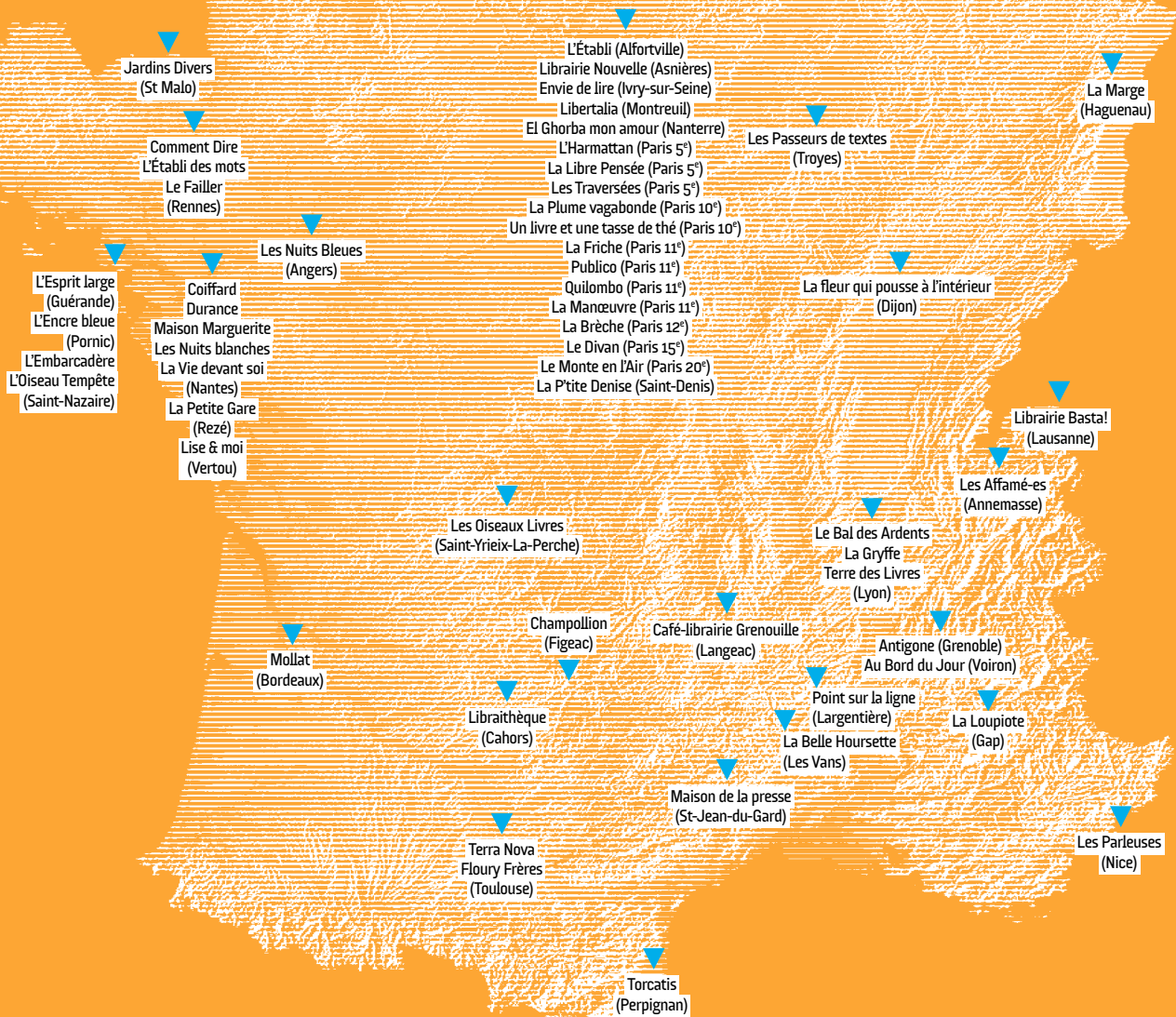
Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous! info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES

N°55

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

ÉTÉ 2025

- | | |
|--|---|
| 2 LES MÉDIAS
CONTRE LA GAUCHE | 24 GUILLAUME ERNER
FACE À «DEUX VISIONS
DE LA RÉALITÉ» |
| 7 UNE LONGUE DÉCENNIE
DE HAINE MÉDIATIQUE
(2012-2024) | 26 «ENTRISME FRÉRISTE»:
SATURATION MÉDIATIQUE |
| 9 ACHARNEMENT
MÉDIATIQUE CONTRE LFI | 30 GAZA: UNE «INFLEXION»
MÉDIATIQUE
EN TROMPE-L'ŒIL |
| 18 RIMA HASSAN,
CIBLE DES ÉDITOCRATES | 40 DE CORBYN À MÉLENCHON:
«L'ANALOGIE EST
ÉVIDENTE» |
| 20 I24NEWS: UN ROND
DE SERVIETTE
SUR FRANCE INFO | |

ET DANS LES RUBRIQUES...

25 OUEST-FRANCE
ET LE TÉLÉGRAMME
AU SECOURS
DE BOLLORÉ

39 T18, LE NOUVEAU
JOUJOU DE DANIEL
KRETINSKY